

# COI Focus

## CAMEROUN

### Régions anglophones : situation sécuritaire

20 février 2023 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Liste des sigles utilisés.....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Bref historique .....</b>	<b>6</b>
<b>2. Etat actuel du conflit .....</b>	<b>8</b>
<b>3. Acteurs du conflit .....</b>	<b>10</b>
<b>4. Typologie de la violence .....</b>	<b>11</b>
4.1. Nombre d'incidents .....	11
4.2. Nature des incidents .....	12
4.2.1. Affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales.....	12
4.2.2. Affrontements entre groupes séparatistes.....	13
4.2.3. Affrontements impliquant les Mbororos .....	13
4.2.4. Violations des droits de l'homme par les séparatistes armés .....	14
4.2.5. Violations des droits de l'homme par les forces camerounaises.....	16
4.3. Impunité .....	19
<b>5. Cibles de la violence .....</b>	<b>20</b>
5.1. Données .....	20
5.2. Civils.....	20
5.2.1. Enseignants et élèves .....	21
5.2.2. Travailleurs humanitaires et personnel de santé .....	22
5.2.3. Défenseurs des droits humains.....	22
5.2.4. Chefs traditionnels.....	23
5.2.5. Fonctionnaires et élus .....	23
5.2.6. Journalistes .....	23
5.3. Forces de défense et de sécurité.....	24
5.4. Séparatistes.....	24
5.5. Mbororos .....	25
<b>6. Répartition géographique.....</b>	<b>25</b>
6.1. Dans les régions anglophones .....	25
6.2. En dehors des régions anglophones .....	26
<b>7. Déplacements de population .....</b>	<b>27</b>
7.1. Déplacés dans les régions anglophones .....	28
7.2. Déplacés dans les régions francophones .....	29
7.3. Retour des déplacés.....	30
7.4. Visualisation sur carte .....	31
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>32</b>
8.1. Education .....	32
8.2. Santé .....	33
8.3. Sécurité alimentaire .....	33
8.4. Situation économique.....	33
8.5. Liberté de mouvement .....	34
8.5.1. Circulation interne .....	34
8.5.2. <i>Lockdowns</i> .....	35
8.5.3. Trafic aérien .....	35
8.6. Services publics.....	36
<b>Résumé .....</b>	<b>37</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>39</b>

## Liste des sigles utilisés

AA	Agence Anadolu
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Ambazonia Defence Forces
AI	Amnesty International
BIR	Bataillon d'intervention rapide
CHRDA	Centre for Human Rights and Democracy in Africa
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNI	Carte nationale d'identité
DRC	Danish Refugee Council
EEI	Engin explosif improvisé
GlobalR2P	Global Centre for the Responsibility to Protect
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IDP	Internally displaced people
IFRI	Institut français des relations internationales
MSF	Médecins sans frontières
NDH-Cameroun	Nouveaux droits de l'homme Cameroun
NOSO	Nord-Ouest et Sud-Ouest
NSAG	Non-state armed group
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCHR	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale
RSF	Reporters sans frontières
SDN	Société des Nations
TNH	The New Humanitarian
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
UPC	Union of the Peoples of Cameroon
USDOS	United States Department of State
VBG	Violence basée sur le genre
VOA	Voice of America

## Introduction

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun. Il porte en particulier sur la période allant d'octobre 2021 à janvier 2023 et met à jour le COI Focus intitulé *Crise anglophone : situation sécuritaire*, daté du 19 novembre 2021. La recherche pour cette mise à jour a été clôturée le 23 janvier 2023.

L'analyse se compose de huit parties. La première partie revient sur le contexte général ayant vu émerger le conflit anglophone. La deuxième partie s'intéresse à l'évolution politique et sécuritaire de la situation depuis octobre 2021. La troisième partie rappelle les acteurs principaux du conflit. Les quatrième, cinquième et sixième parties examinent successivement la nature, les cibles et la répartition géographique des violences qui frappent les deux régions anglophones. La septième partie rend compte des déplacements de population provoqués par le conflit et examine la situation des déplacés internes. Enfin, la huitième partie fait le point sur l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette recherche, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques diverses, notamment sur des rapports de différents organes onusiens et d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que l'International Crisis Group (ICG), Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI) et le Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA). Le Cedoca a également consulté la presse internationale et locale ainsi que l'agence de presse indépendante The New Humanitarian (TNH).

Le Cedoca s'est par ailleurs informé auprès de l'ONG Nouveaux droits de l'homme Cameroun (NDH-Cameroun) dont le siège se trouve à Yaoundé et auprès d'un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme qui a souhaité conserver l'anonymat pour des raisons liées à sa sécurité.

Le présent rapport utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO) du Cameroun, il s'agit notamment des sources suivantes : Mimi Mefo Info, Cameroon Online, Journal du Cameroun, Cameroon News Agency.

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles<sup>1</sup>. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 6 janvier 2023 (via l'outil d'exportation). L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts<sup>2</sup>. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue<sup>3</sup>.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données<sup>4</sup>. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une

---

<sup>1</sup> ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>2</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>3</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>4</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

La quantité d'incidents violents survenus au cours de la période examinée dans cette recherche et leur couverture inégale ne permettent pas au Cedoca d'en livrer un inventaire exhaustif.

Les conditions de sécurité au Cameroun font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Bref historique

Ce que l'on appelle aujourd'hui la « crise anglophone » plonge ses racines dans l'époque coloniale. Le territoire correspondant grosso modo au Cameroun actuel devient un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. Celui-ci est placé sous la tutelle de la Société des Nations (SDN) au moment de la défaite allemande à l'issue de la première guerre mondiale. En 1916, la SDN confie ainsi l'administration du Cameroun à la France et au Royaume-Uni<sup>5</sup>.

Chacun des territoires administrés est façonné selon la culture de la puissance coloniale avec comme conséquence des différences majeures de culture politique. Ainsi, dans la partie occidentale sous administration britannique, l'anglais est parlé. Le modèle britannique sert de référence en ce qui concerne la justice, où s'applique la *Common Law*, et il en va de même pour le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles<sup>6</sup>. Quant à la partie orientale francophone, elle est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est la langue officielle et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole structurent un projet centraliste qui caractérisera également celui des gouvernements d'après l'indépendance<sup>7</sup>.

La partie francophone obtient l'indépendance le 1<sup>er</sup> janvier 1960 pour devenir la République du Cameroun. Dans la partie britannique, qui est constituée du Southern Cameroon et du Northern Cameroon, les Nations unies organisent un référendum le 11 février 1961. Celui-ci propose deux options : le rattachement au Nigeria ou la réunification avec la République du Cameroun, excluant donc la possibilité de l'indépendance. Le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigeria, alors que le Southern Cameroon opte pour la réunification avec la République du Cameroun<sup>8</sup>.

Les zones anglophones et francophones du Cameroun sont donc unifiées en 1961, au sein de la République fédérale du Cameroun. Après la réunification, le président Amadou Ahidjo impose une constitution qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'Etat fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Il s'applique également à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones<sup>9</sup>. Le président Ahidjo accentue progressivement la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme en 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum le pays devient la République unie du Cameroun<sup>10</sup>.

Lorsque Paul Biya succède à Amadou Ahidjo en 1982, il renforce encore la tendance du centralisme. En 1983, il divise la région anglophone en deux : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. L'année suivante, il modifie l'appellation officielle du pays qui devient la République du Cameroun, reprenant ainsi le nom de l'ancienne partie francophone, et il supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone<sup>11</sup>.

Ces développements historiques et leurs ramifications complexes ont conduit à la crise en cours.

Les tensions actuelles sont nées en novembre 2016 lorsque des avocats, des étudiants et des enseignants anglophones ont commencé à protester contre leur sous-représentation et leur marginalisation culturelle par le gouvernement dominé par les francophones<sup>12</sup>. Les meneurs de la contestation revendiquent alors en majorité le retour à un Etat fédéral et, pour une minorité,

<sup>5</sup> GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ACCOR, 21/07/2017, [url](#)

<sup>6</sup> ICG, 02/08/2017, [url](#)

<sup>7</sup> ICG, 02/08/2017, [url](#)

<sup>8</sup> ICG, 25/05/2010, [url](#) ; GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

<sup>9</sup> ICG, 02/08/2017, [url](#)

<sup>10</sup> Le Monde (Kouagheu J.), 03/01/2017, [url](#)

<sup>11</sup> ICG, 02/08/2017, [url](#)

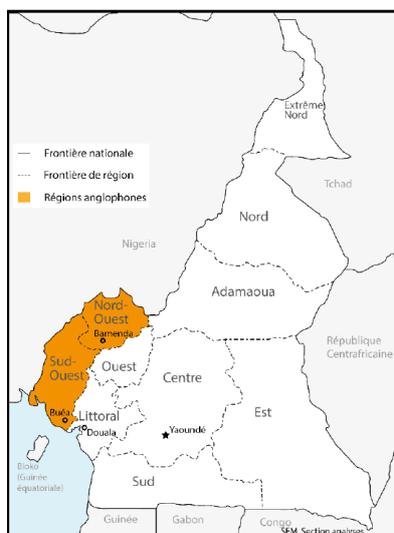
<sup>12</sup> VOA, 02/10/2018, [url](#) ; TNH, 08/07/2020, [url](#)

l'indépendance et la proclamation d'un nouvel Etat, l'Ambazonie. Rapidement, Yaoundé a répondu à ces revendications par la violence<sup>13</sup>.

En janvier 2017, une dizaine de leaders anglophones sont arrêtés, inculpés pour faits de terrorisme<sup>14</sup>. Les figures de la contestation anglophone démarrent des opérations « villes mortes » et un boycott des écoles est imposé dans les régions du NOSO<sup>15</sup>.

La proclamation symbolique et unilatérale par les forces séparatistes d'un Etat indépendant nommé Ambazonia le 1<sup>er</sup> octobre 2017 a marqué un tournant dans la crise et a entraîné le déploiement immédiat de l'armée dans les régions anglophones. Des dizaines de personnes sont tuées en marge de cet événement<sup>16</sup>. Fin novembre 2017, en réponse à ces méthodes autoritaires, une partie du mouvement contestataire se radicalise. La situation se durcit et évolue vers un conflit armé<sup>17</sup>.

Depuis lors, la situation s'est considérablement aggravée. En 2018 et 2019, une escalade de la crise a été observée. Les forces de sécurité ont été déployées par milliers dans les régions anglophones et y ont mené des opérations d'envergure pour localiser et neutraliser les combattants séparatistes, en commettant des abus<sup>18</sup>. Les groupes séparatistes ont pris le contrôle de certaines localités rurales et périurbaines, érigeant des barrages routiers et des postes de contrôle<sup>19</sup>. Le boycott des écoles et les *lockdowns* hebdomadaires ont continué à être imposés aux populations. Au cours de cette période, les affrontements sont quasi quotidiens entre les groupes séparatistes armés et les forces gouvernementales<sup>20</sup>. Depuis 2020, les violences se poursuivent, avec des pics à certains moments clefs, tels que les élections<sup>21</sup>. Des violations des droits de l'homme sont observées dans les deux camps dans les deux régions anglophones.



Régions administratives du Cameroun<sup>22</sup>

<sup>13</sup> ICG, 19/10/2017, [url](#) ; Le Vif, 19/02/2018, [url](#)

<sup>14</sup> Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

<sup>15</sup> IFRI (Petrih C.), 10/2019, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

<sup>16</sup> France 24, 04/10/2017, [url](#) ; GlobalR2P, 15/07/2020, [url](#)

<sup>17</sup> VOA Afrique, 02/10/2018, [url](#) ; IFRI (Petrih C.), 10/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 13/05/2019, [url](#) ; OHCHR, 25/07/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, [url](#)

<sup>18</sup> HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>19</sup> ICG, 02/05/2019, [url](#)

<sup>20</sup> HRW, 27/07/2020, [url](#)

<sup>21</sup> HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>22</sup> SEM, 25/09/2018, [url](#)

## 2. Etat actuel du conflit

Entre octobre 2021 et janvier 2023, le conflit a perduré dans les régions du NOSO, avec des pics de violence extrême. Les hostilités se poursuivent, avec des attaques ciblées, des destructions de biens et l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI). Directement ciblée ou subissant les conséquences des tirs croisés ou des EEI, c'est la population civile qui souffre le plus de la violence<sup>23</sup>.

Dans un rapport d'octobre 2022, Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P) considère que le conflit subit une escalade continue : « what started as a political crisis has become a complex human rights and humanitarian emergency, disproportionately affecting vulnerable populations, including women and children »<sup>24</sup>.

Les observateurs, dont TNH et le CHRDA, considèrent que la dynamique de la violence a changé et qu'une économie de guerre lucrative se développe (voir 3.), laquelle implique des enlèvements contre rançons et l'extorsion des populations civiles (voir 4.2.4. et 4.2.5.)<sup>25</sup>. Les enlèvements sont le fait des groupes séparatistes armés mais également de gangs criminels qui n'ont aucun intérêt autre que financier dans le conflit<sup>26</sup>.

Cette complexification de la crise est également le constat de Raoul Sumo Tayo, historien et chercheur associé au Centre d'études de recherche en paix, sécurité et intégration à l'université de Maroua :

« La situation dans les régions anglophones s'est passablement dégradée. L'insurrection s'est structurée et la crise est devenue plus complexe. De plus en plus de logiques criminelles et une économie de la guerre sont venues se greffer aux dynamiques initiales »<sup>27</sup>.

Human Rights Watch (HRW) considère que les séparatistes armés ont commis de graves violations des droits humains (voir 4.2.4.), notamment l'enlèvement de centaines de personnes depuis 2017, la torture et le meurtre de civils et des attaques généralisées contre les acteurs du secteur de l'éducation. Ils ont également intimidé des défenseurs des droits humains<sup>28</sup>.

Par ailleurs, HRW rapporte que les forces de sécurité camerounaises s'inscrivent « dans un schéma de violations systématiques des droits humains » dans les régions anglophones depuis 2016<sup>29</sup>. Les autorités camerounaises ont fortement restreint l'espace civique, bafouant régulièrement les libertés d'association et d'expression. De nombreuses personnes civiles soupçonnées de liens avec les groupes séparatistes armés ont été arrêtées, détenues au secret et torturées (voir 4.2.5.)<sup>30</sup>.

Les auteurs des exactions commises dans les régions anglophones, quel que soit leur camp, n'ont été que peu, voire pas du tout inquiétés<sup>31</sup>. Selon HRW, « [l']impunité reste l'un des principaux moteurs de la crise, en confortant les auteurs d'abus tout en alimentant de nouvelles vagues d'attaques et de violences » (voir 4.3.)<sup>32</sup>.

S'il est rare que l'armée camerounaise reconnaisse ses manquements<sup>33</sup>, le gouvernement a néanmoins annoncé l'ouverture d'une enquête sur le meurtre de neuf civils par des troupes gouvernementales, le

<sup>23</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#) ; TNH, 23/06/2022, [url](#)

<sup>24</sup> GlobalR2P, 05/10/2022, [url](#)

<sup>25</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#) ; RFI, 17/06/2022, [url](#)

<sup>26</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>27</sup> RFI, 15/10/2022, [url](#)

<sup>28</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>29</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>30</sup> Afrique XXI (Boursin C.), 19/07/2022, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>31</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#) ; TNH, 19/07/2022, [url](#) ; Afrique XXI (Boursin C.), 19/07/2022, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>32</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>33</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

1<sup>er</sup> juin 2022, dans le village de Misong (Nord-Ouest). La reconnaissance de la responsabilité de l'armée dans ces événements est, pour HRW, une première avancée significative vers l'obligation de rendre des comptes pour le meurtre présumé de civils par les forces camerounaises<sup>34</sup>.

Dans son rapport sur la situation dans le NOSO de juillet 2022, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) considère que ce sont les secteurs de l'éducation et de la santé qui sont les plus touchés par la situation sécuritaire. Les prestataires de ces services étant continuellement exposés à des risques élevés lorsqu'ils accèdent aux structures ou fournissent des services (voir 5.2.1 et 5.2.2.)<sup>35</sup>.

Si le premier ministre Joseph Dion Ngute déclare que les troupes camerounaises sont parvenues à ramener la paix dans les régions en conflit et que « life is returning to normal », les observateurs considèrent qu'il n'en est rien et que la violence se poursuit<sup>36</sup>. C'est le cas de l'avocat anglophone et directeur du CHRDA, Nkongho Felix Agbor Balla, lequel a déclaré en septembre 2022 ce qui suit :

« Nous constatons que rien ne change effectivement dans les deux régions anglophones en crise sécuritaire depuis 2016. Les enlèvements, les attaques à mains armées, au cours desquelles les civils et les militaires trouvent la mort se poursuivent dans les deux régions ».<sup>37</sup>

Parallèlement, les citoyens ont commencé à exprimer leur lassitude du conflit par l'organisation de marches<sup>38</sup>. Par exemple, en octobre 2022, à l'occasion du troisième anniversaire du Grand dialogue national, pourparlers destinés à mettre fin aux combats, des marches pour la paix ont été organisées cinq jours de suite. Elles ont rassemblé des milliers de personnes<sup>39</sup>.

Cependant, toutes les initiatives connues de négociations pour la paix, ayant impliqué les Nations unies, l'église catholique et les gouvernements régionaux et internationaux, ont soit abouti en des blocages, soit échoué, d'après TNH<sup>40</sup>.

Selon Nkongho Felix Agbor Balla, un processus de paix n'est possible que si les deux parties acceptent de revoir leurs positions. Selon lui, le gouvernement déclare régulièrement ne pas avoir d'interlocuteur pour dialoguer et les séparatistes ne veulent envisager que la séparation. Pour cette source, le gouvernement n'est pas prêt à négocier et la persistance de la crise dans la durée arrange ceux qui n'ont pas envie de parler de l'alternance du pouvoir. Il ajoute que certains ont des intérêts dans la crise et dans le commerce lié à la crise<sup>41</sup>.

Alors que le conflit s'enlise sans réelle perspective de négociations entre les belligérants et que de graves violations des droits humains sont commises par toutes les parties, les médias et la communauté internationale n'y ont accordé qu'une attention limitée<sup>42</sup>. Les analystes considèrent que si diverses instances internationales et des personnalités de premier plan, comme António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, s'inquiètent ponctuellement de la situation des droits humains dans le NOSO, « cela ne va généralement pas au-delà des simples postures »<sup>43</sup>. Les autorités camerounaises limitent l'accès aux régions anglophones pour les journalistes, de même que pour les ONG et les observateurs internationaux, ce qui détourne de facto l'attention internationale<sup>44</sup>. Pour

<sup>34</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#)

<sup>35</sup> OCHA, 05/09/2022, [url](#)

<sup>36</sup> VOA, 05/08/2022, [url](#)

<sup>37</sup> Journal du Cameroun, 27/09/2022, [url](#)

<sup>38</sup> VOA, 07/06/2022, [url](#) ; VOA, 14/06/2022, [url](#) ; VOA, 03/10/2022, [url](#) ; GlobalR2P, 05/10/2022, [url](#)

<sup>39</sup> VOA, 03/10/2022, [url](#) ; GlobalR2P, 05/10/2022, [url](#)

<sup>40</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>41</sup> RFI, 17/06/2022, [url](#)

<sup>42</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#) ; Afrique XXI (Boursin C.), 19/17/2022, [url](#)

<sup>43</sup> Afrique XXI (Boursin C.), 19/07/2022, [url](#)

<sup>44</sup> Afrique XXI (Boursin C.), 19/07/2022, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#)

l'année 2021, la crise au Cameroun a été placée au troisième rang des conflits les plus négligés au monde par le Norwegian Refugee Council (NRC)<sup>45</sup>.

### 3. Acteurs du conflit

Le conflit en zone anglophone oppose d'une part des groupes armés séparatistes, dits Ambazoniens, qui luttent pour l'indépendance des deux régions anglophones et d'autre part, les forces de défense et de sécurité camerounaises, dont le Bataillon d'intervention rapide (BIR), qui assurent restaurer la sécurité dans ces régions<sup>46</sup>.

En novembre 2020, le think tank WATHI rapportait que si, au départ, l'insurrection était menée par quelques milices armées dont la direction politique était majoritairement assurée par des militants séparatistes exilés en Europe et aux Etats-Unis, la situation s'est entre-temps complexifiée en raison de « la fragmentation et de l'autonomisation des milices séparatistes ». Les différents groupes armés n'ont cessé de se multiplier, notamment à la faveur des dissidences au sein des premiers. Profondément divisés, les leaders de la diaspora ont perdu peu à peu l'autorité sur leurs troupes et les Amba boys<sup>47</sup> ont gagné une certaine autonomie financière et décisionnelle sur le terrain :

« Le kidnapping, la contrebande de la drogue et des armes, les barrages routiers et l'impôt de guerre' indûment exigé aux populations des zones qu'ils contrôlent, ont généré d'importantes ressources financières qui réduisent la dépendance des milices à l'égard des financements de la diaspora. Cette lucrative économie de guerre expliquerait en partie la prolifération des bandes armées, qui essaient dans presque tous les arrondissements des deux régions pour en tirer le plus grand profit. Les nouvelles factions armées qui naissent n'ont souvent aucune motivation politique, même si elles revendiquent parfois, dans leur propagande, une certaine allégeance à Sisiku Ayuk Tabe, érigé en icône de la cause indépendantiste depuis sa condamnation à perpétuité par le tribunal militaire camerounais »<sup>48</sup>.

En mars 2021, HRW constatait également que sur le terrain, les séparatistes ont pour la plupart délaissé leurs revendications idéologiques et ont adopté, au sein d'une multitude de groupes armés, des pratiques relevant de la criminalité : « Ces milices, ces petits groupes, se criminalisent de plus en plus et ils optent pour un système, disons d'autofinancement à travers les rackets et les enlèvements contre rançon »<sup>49</sup>.

Dans une analyse du 19 juillet 2022, TNH confirme cette tendance à l'éclatement du mouvement sécessionniste. Ainsi, les dirigeants séparatistes, majoritairement issus de la diaspora, qui jouaient initialement un rôle clé dans la collecte de fonds et l'approvisionnement en armes, ont perdu leur influence à mesure que les commandants sur le terrain ont joui d'une autonomie et d'une impunité grandissantes. Les combattants se sont alors tournés vers des sources de revenus locales, parmi lesquelles les enlèvements<sup>50</sup>.

Akem Kelvin Nkwain, un avocat travaillant pour le CHRDA, a affirmé à TNH que si, au début de la crise, les enlèvements étaient clairement imputables aux groupes armés, il existe désormais

<sup>45</sup> NRC, 01/06/2022, [url](#)

<sup>46</sup> ICG, 02/05/2019, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>47</sup> L'appellation « Amba boys » ou « boys » désigne les combattants favorables à l'indépendance de l'Ambazonie.

<sup>48</sup> WATHI, 06/11/2020, [url](#)

<sup>49</sup> Koaci, 15/03/2021, [url](#)

<sup>50</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

également de nombreux gangs qui n'ont aucun intérêt dans le conflit et qui enlèvent des personnes sans raison politique mais à des fins pécuniaires<sup>51</sup>.

TNH rapporte par ailleurs que le poids politique des leaders basés à l'étranger a été diminué par des querelles internes constantes. Cette perte de contrôle sur les combattants a encouragé un sentiment d'anarchie qui a érodé le soutien des populations locales à la cause séparatiste. TNH explique ceci :

« In some cases, tired of the war – and what is often the high-handedness of the armed men in the bush – communities have demanded that secessionist fighters leave their villages, or have attacked separatist camps. That does not necessarily mean a vote of confidence in the government; rather, it's likely a sign of frustration over the disruption caused by the conflict »<sup>52</sup>.

Dans un rapport du 16 décembre 2021, HRW a dénoncé le recrutement et l'utilisation d'enfants par les séparatistes armés :

« La violence permanente, les menaces des séparatistes à l'encontre des élèves et des jeunes en général, les frustrations causées par les abus de l'armée et le besoin de survie sont autant de facteurs qui augmentent le risque de recrutement des élèves par les groupes armés séparatistes. Lorsqu'ils vivent parmi les combattants séparatistes, les enfants peuvent subir des violences, être obligés de participer à des cérémonies d'initiation et d'entraînement éprouvantes et être contraints de prendre des drogues dangereuses »<sup>53</sup>.

En juin 2022, les Nations unies et le gouvernement camerounais dénonçaient eux aussi le recrutement par les forces séparatistes d'enfants soldats, ce que ces dernières ont réfuté<sup>54</sup>.

Le bilan des pertes humaines et la question de la désertion des militaires sont des points sur lesquels les autorités camerounaises ne communiquent pas. L'armée camerounaise a cependant recruté près de 10.000 militaires en 2022. Le budget de l'armée s'élève à quelque 348 milliards de FCFA, soit 10,8 % du budget total du pays, selon Jeune Afrique<sup>55</sup>.

## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Nombre d'incidents

Pour l'année 2021, l'ACLED a comptabilisé 625 incidents dans les régions du NOSO. Parmi ceux-ci, 309 événements sont qualifiés de *battle*, 268 sont des cas de *violence against civilians* et 48 cas d'*explosions/remote violence*. Pour l'année 2022, l'ACLED y a recensé 294 incidents. Sur ce nombre, l'ACLED classe 110 incidents comme *battles*, 173 incidents comme *violence against civilians* et 11 incidents comme *explosions/remote violence*<sup>56</sup>. Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, classés dans les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>57</sup>.

<sup>51</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>52</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>53</sup> HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>54</sup> VOA, 07/06/2022, [url](#)

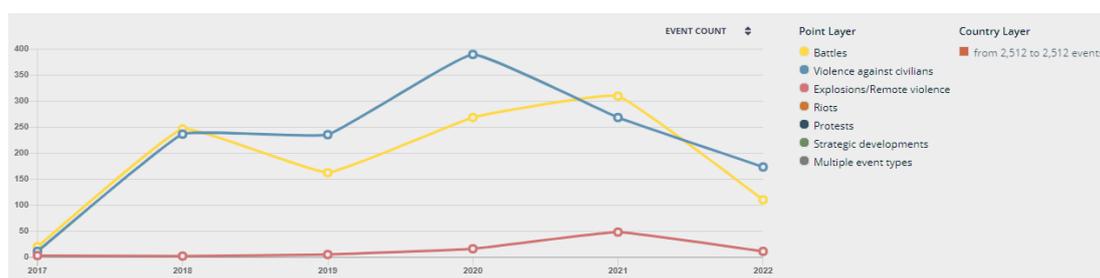
<sup>55</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 27/05/2022, [url](#)

<sup>56</sup> ACLED, *Dashboard*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/01/2023, [url](#)

<sup>57</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)



Incidents répertoriés dans le NOSO en 2022  
Graphique réalisé à partir des données de l'ACLED<sup>58</sup>



Evolution du nombre d'incidents comptabilisés dans le NOSO entre octobre 2017 et décembre 2022  
Graphique réalisé à partir des données de l'ACLED<sup>59</sup>

Le rapport *Cameroun anglophone. Une guerre passée sous silence* publié par Afrique XXI le 19 juillet 2022 indique que « [d]ésormais, les violences sont récurrentes »<sup>60</sup>. Cette source considère que si certaines violations des droits humains ont été documentées, la majorité ne le sont probablement pas en raison des limites d'accès au NOSO imposées par les autorités camerounaises tant aux journalistes qu'aux ONG et aux observateurs internationaux<sup>61</sup>.

## 4.2. Nature des incidents

### 4.2.1. Affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales

Des affrontements réguliers entre l'armée camerounaise et des groupes séparatistes se poursuivent dans le NOSO, d'après HRW<sup>62</sup>. Toutefois, Jeune Afrique considèrait pour sa part en mai 2022 que les confrontations directes entre les deux belligérants semblaient avoir diminué<sup>63</sup>. Pour autant, Arrey Ntui, analyste pour le Cameroun à l'International Crisis Group (ICG), observait en juin 2022 que les attaques meurtrières contre l'armée s'étaient intensifiées<sup>64</sup>. Le 17 octobre 2022, un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a quant à lui expliqué au Cedoca que si les affrontements entre les séparatistes et l'armée étaient désormais moins nombreux, ils causaient plus de victimes parmi les militaires<sup>65</sup>.

<sup>58</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>59</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>60</sup> Afrique XXI, 19/17/2022, [url](#)

<sup>61</sup> Afrique XXI, 19/17/2022, [url](#)

<sup>62</sup> HRW, 22/07/2022, [url](#) ; HRW, 13/01/2023, [url](#)

<sup>63</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 27/05/2022, [url](#)

<sup>64</sup> TNH, 23/06/2022, [url](#)

<sup>65</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 17/10/2022

A titre d'exemple, le 24 juin 2022, des combattants armés ont attaqué la brigade de gendarmerie de Konye, dans le département de la Meme (Sud-Ouest), tuant un officier dans une fusillade nourrie<sup>66</sup>. De même, en juillet 2022, le groupe Bambalang Marine Forces dirigé par le chef de guerre No Pity a attaqué la brigade de Mbiame (Nord-Ouest), abattant son commandant de plusieurs balles et exhibant son corps dans un cercueil traîné par une moto<sup>67</sup>. Le 28 août 2022, deux soldats et un civil ont été tués dans une attaque à la roquette contre un convoi militaire dans la localité de Bui (Nord-Ouest)<sup>68</sup>. De leur côté, les forces camerounaises ont lancé le 8 juin 2022 une opération anti-insurrectionnelle à Chomba (Nord-Ouest), dans une zone sous contrôle des séparatistes, en représailles de la mort de neufs gendarmes à Njitapon quelques jours plus tôt<sup>69</sup>. Vers le 31 juillet 2022, l'armée a mené des opérations à Batibo et à Bambui (Nord-Ouest) ; les confrontations ont duré trois jours et ont causé d'importantes pertes humaines du côté des séparatistes<sup>70</sup>.

#### 4.2.2. Affrontements entre groupes séparatistes

Plusieurs sources, telles que TNH et l'OCHA, font état de fréquents affrontements entre factions armées aux intérêts rivaux qui se disputent le pouvoir et le contrôle des localités<sup>71</sup>.

Ainsi par exemple, selon Jeune Afrique, plusieurs groupes armés n'apprécient pas que les Bambalang Marine Forces dirigés par le général No Pity aient étendu leur zone d'action au-delà du département du Ngok Etunja où ils se concentraient à l'origine et se retrouvent maintenant aussi dans les départements de Bui, Boyo, et même à Bamenda dans le Mezam. Ces rivalités ont donné lieu à des affrontements entre les hommes de No Pity et les Bui Unity Warriors du général Isobu, menant au décès de ce dernier<sup>72</sup>. De même, fin septembre 2022, un groupe séparatiste appelé The Buffaloes s'est opposé à un autre groupe armé dirigé par le chef rebelle Big Number, les premiers affirmant que les seconds harcèlent des civils par le biais de kidnappings, de viols, d'actes de torture, etc.<sup>73</sup>

#### 4.2.3. Affrontements impliquant les Mbororos

Dans le rapport de juin 2022 intitulé *Les Peuls Mbororo dans le conflit anglophone : des luttes foncières locales au conflit régional*, l'Institut français des relations internationales (IFRI) explique que les Mbororos du Nord-Ouest ont directement été impliqués dans la crise anglophone pour un motif géostratégique :

« [...] les Ambazoniens ont utilisé leurs pâturages d'altitude comme zone-refuge et source d'approvisionnement. Fuyant les forces de sécurité dans les montagnes, les sécessionnistes exigèrent des pasteurs des bœufs afin de s'approvisionner. Dès lors, les éleveurs [mbororos] ont été placés face au dilemme stratégique suivant : soutenir les sécessionnistes issus des communautés d'agriculteurs majoritairement hostiles à leur égard ou soutenir le pouvoir camerounais malgré les abus routiniers de ses représentants locaux. Les éleveurs ont pris le parti des autorités contre les Ambazoniens. Ce choix, qui prévaut encore actuellement, est à la fois politique et stratégique »<sup>74</sup>.

<sup>66</sup> CHRDA, 17/06/2022, [url](#) ; Mimi Mefo Infos, 26/06/2022, [url](#)

<sup>67</sup> Jeune Afrique (Foute, F.), 15/07/2022, [url](#)

<sup>68</sup> AA, 29/08/2022, [url](#)

<sup>69</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#) ; AA, 12/06/2022, [url](#) ; OCHA, 12/07/2022, [url](#) ; CamerounWeb, 10/06/2022, [url](#)

<sup>70</sup> VOA, 02/08/2022, [url](#) ; Actu Cameroun, 01/08/2022, [url](#)

<sup>71</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#) ; OCHA, 30/12/2022, [url](#)

<sup>72</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 15/07/2022, [url](#)

<sup>73</sup> VOA, 26/09/2022, [url](#)

<sup>74</sup> IFRI, 06/2022, [url](#)

L'IFRI considère que l'appui des Mbororos aux troupes camerounaises prend deux formes : « le renseignement et l'appui au combat comme milice supplétive »<sup>75</sup>. Ils renseignent les positions et les cachettes des séparatistes aux forces de sécurité. Ainsi, non seulement les Mbororos fournissent un appui important aux forces de sécurité grâce à leur connaissance du terrain mais ils participent également parfois directement au combat, par le biais de leurs comités d'autodéfense<sup>76</sup>.

Le choix politico-stratégique des Mbororos – qui sont de l'ethnie peule – de se placer aux côtés des forces gouvernementales a eu pour conséquence plusieurs cas de violents affrontements entre des membres de l'ethnie peule et certains groupes séparatistes<sup>77</sup>. D'une part, des groupes séparatistes armés ont mené des attaques contre des communautés peules, forçant des milliers de personnes à fuir et faisant quelque 200 morts depuis 2017. Ainsi par exemple, en avril 2022, des combattants séparatistes ont mis le feu à une douzaine d'habitations de Mbororos dans le village de Mbohong, dans le département de Ndu (Nord-Ouest), causant la mort de six personnes. Dans les vidéos publiées sur Internet, les séparatistes affirment qu'il s'agit d'actions de représailles contre les Mbororos qui proposent leurs fermes et maisons comme bases militaires<sup>78</sup>. D'autre part, des comités d'autodéfense peuls ont collaboré aux opérations militaires du gouvernement contre les séparatistes anglophones, selon GlobalR2P<sup>79</sup>. Dans ce contexte, les communautés mbororos se sont également rendues responsables d'exactions<sup>80</sup>.

#### 4.2.4. Violations des droits de l'homme par les séparatistes armés

Au cours de la période concernée par ce COI Focus, les séparatistes armés ont continué à perpétrer des atteintes graves aux droits de l'homme, parmi lesquelles des attaques contre des écoles, des homicides, des kidnappings, des intimidations, des extorsions et des destructions de biens<sup>81</sup>. Les images des exactions commises par les combattants sécessionnistes sont régulièrement diffusées sur les réseaux sociaux<sup>82</sup>. Pour HRW, ces graves abus sont perpétrés sans que leurs auteurs n'aient à « [...] craindre d'avoir à rendre des comptes, que ce soit à leurs propres dirigeants ou aux autorités judiciaires camerounaises » (voir aussi 4.3.)<sup>83</sup>.

#### Enlèvements

Les enlèvements constituent l'une des méthodes principales utilisées par les groupes séparatistes pour asseoir leur contrôle et financer leur fonctionnement et leur armement<sup>84</sup>. Selon TNH, les kidnappings sont considérés comme des « arrestations » et les personnes visées sont libérées quand la « caution » a été payée, soit après rançon<sup>85</sup>.

TNH fait le constat qu'au début de la crise, les enlèvements concernaient spécifiquement les fonctionnaires du gouvernement et les personnes considérées comme hostiles au mouvement sécessionniste<sup>86</sup>. Au cours de la période examinée, plusieurs sources indiquent que les enlèvements ont également touché des responsables publics, des dirigeants politiques, des enseignants, des

<sup>75</sup> IFRI, 06/2022, [url](#)

<sup>76</sup> IFRI, 06/2022, [url](#)

<sup>77</sup> GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#)

<sup>78</sup> Foreign Policy, 06/05/2022, [url](#) ; VOA, 09/04/2022, [url](#)

<sup>79</sup> GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#)

<sup>80</sup> AI, 28/07/2021, [url](#)

<sup>81</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#) ; RFI, 17/06/2022, [url](#) ; HRW, 08/07/2022, [url](#)

<sup>82</sup> HRW, 22/07/2022, [url](#)

<sup>83</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>84</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#) ; IFRI, 06/2022, [url](#)

<sup>85</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>86</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

écoliers, des chefs traditionnels, du personnel de santé, des travailleurs humanitaires, des membres du clergé, des militaires, des policiers, etc.<sup>87</sup> Selon Jeune Afrique, « nul n'est à l'abri »<sup>88</sup>.

Selon TNH, les enlèvements sont devenus si répandus qu'il devient difficile de déterminer qui est responsable d'un enlèvement particulier. De très nombreux groupes, dont certains purement criminels, pratiquent des enlèvements pour de l'argent<sup>89</sup>.

Parmi les nombreux cas enregistrés, un avocat a été enlevé à son domicile de Bamenda (Nord-Ouest) en présence de sa famille, le 16 janvier 2022. Menacé de mort, il a été emmené les yeux bandés dans le campement de ses assaillants, lesquels l'ont libéré quelques heures plus tard après le versement d'une rançon de 2,3 millions de FCFA (environ 3.700 dollars)<sup>90</sup>. Le 19 janvier 2022, le lycée public de Weh (Nord-Ouest) a été attaqué par des séparatistes enlevant cinq enseignants et blessant deux élèves pour ne pas avoir respecté le boycott scolaire et ne pas avoir soutenu leur cause. Détenus dans le campement des séparatistes, les enseignants ont été libérés le 24 janvier, après le paiement d'une rançon<sup>91</sup>. L'enlèvement de la sénatrice Regina Mundi (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, RDPC) le 30 avril 2022 à Bamenda a pris fin le 30 mai par une opération militaire<sup>92</sup>. Le 16 mai 2022, trente personnes ont été enlevées dans une zone résidentielle de l'entreprise agro-industrielle Cameroon Development Corporation (CDC), à Idenau (Sud-Ouest). Les victimes ont été battues et maintenues captives deux jours ; une jeune fille a été violée dans l'attaque<sup>93</sup>. Aussi, le 16 septembre 2022, des séparatistes armés ont attaqué une église catholique dans le village de Nchang, près de la ville de Mamfe (Sud-Ouest), kidnappant cinq prêtres, une religieuse et deux fidèles. En quittant les lieux, la cinquantaine d'hommes armés ont bouté le feu à l'église avant de fuir vers la frontière nigérienne. Une rançon a ensuite été exigée par les assaillants<sup>94</sup>. Les otages ont été libérés le 22 octobre 2022<sup>95</sup>.

### Homicides

Les observateurs dénoncent les attaques et homicides, commis par des groupes présumés séparatistes, de civils perçus comme collaborant ou sympathisant avec les autorités. Les séparatistes sont accusés d'avoir attaqué et tué des élèves et des membres du corps enseignant qui ont bravé le boycott des écoles. Des chefs traditionnels soupçonnés d'accorder leur soutien au gouvernement ont également été victimes d'attaques, de traitements inhumains et dégradants et d'assassinats<sup>96</sup>.

À titre d'exemples, le 12 janvier 2022, des combattants sécessionnistes ont tué par balle un chauffeur de taxi et un autre civil près du marché de Bwitingi (Sud-Ouest)<sup>97</sup>. Le même jour, la dépouille de Henry Kemende, membre du parti d'opposition Social Democratic Front (SDF), a été retrouvée criblée de balles à Bamenda (Nord-Ouest). Le sénateur avait été enlevé et aurait été tué parce que la rançon exigée n'avait pas été payée<sup>98</sup>.

<sup>87</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#) ; Foreign Policy, 02/12/2021, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#) ; RFI, 19/09/2022, [url](#)

<sup>88</sup> Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#)

<sup>89</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>90</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>91</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>92</sup> Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 31/05/2022, [url](#)

<sup>93</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>94</sup> VOA, 19/09/2022, [url](#) ; RFI, 19/09/2022, [url](#) ; CHRDA, 21/09/2022, [url](#)

<sup>95</sup> Fides, 24/10/2022, [url](#)

<sup>96</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#) ; CHRDA, 07/12/2022, [url](#)

<sup>97</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>98</sup> Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#)

### Attaques par engins explosifs improvisés (EEI)

Depuis le début de l'année 2021, les groupes armés ont multiplié les embuscades et attaques par EEI visant les forces camerounaises. Elles ont fait de nombreux morts et blessés et détruit des installations et des véhicules militaires. Des civils ont également été tués dans ces attaques<sup>99</sup>.

L'utilisation d'EEI s'est poursuivie en 2022 : l'ICG a relevé, entre autres, que des séparatistes ont ciblé une patrouille militaire à Bafut en faisant exploser un engin piégé le 8 janvier 2022. Cinq soldats ont été blessés dans l'attaque<sup>100</sup>. De même, au cours du seul mois d'avril 2022, l'OCHA a rapporté 14 attaques par EEI visant les forces de sécurité. Huit ont eu lieu dans le Nord-Ouest, cinq dans le Sud-Ouest et les forces de sécurité ont pu déjouer une attaque dans le Sud-Ouest. En avril 2022, l'OCHA relève que de plus en plus d'enfants sont touchés par des explosions<sup>101</sup>.

### Violences basées sur le genre (VBG)

Au cours de la période examinée, des séparatistes armés se sont rendus coupables de VBG, dont des agressions sexuelles, dans les régions du NOSO<sup>102</sup>.

Selon les données de l'OCHA, 870 cas de VBG ont été enregistrés au mois de mars 2022 et 759 autres cas en avril 2022. Dans 89 % des cas, les victimes sont des femmes et des filles et 41 % des violences touchent des mineurs, dont 5,1 % sont des mineurs non accompagnés. L'OCHA considère que 5,4 % des victimes sont des personnes en situation de handicap. Les signalements de VBG comprennent de la violence psychologique (34 %), des dénis de ressources et d'opportunités (*denial of resources or opportunities*) (21 %), des agressions physiques (20 %), des agressions sexuelles (13 %), des viols (8 %) et des mariages forcés (4 %)<sup>103</sup>.

### Extorsions

D'autres pratiques relevant du racket ou de l'extorsion de fonds ont été relevées dans le chef des groupes séparatistes. Par exemple, Jeune Afrique explique dans un article du 9 mai 2022 que les sécessionnistes imposent un droit de passage aux convois funéraires. Les familles désirant organiser les obsèques de leurs proches dans le NOSO doivent payer cet impôt, sans quoi ils risquent des mesures de représailles<sup>104</sup>.

#### 4.2.5. Violations des droits de l'homme par les forces camerounaises

Au cours de la période examinée par cette recherche, plusieurs rapports (dont ceux de HRW, USDOS, TNH, OCHA, Afrique XXI) ont dénoncé des violations des droits de l'homme imputables aux forces armées gouvernementales<sup>105</sup>. Le rapport d'Afrique XXI précité signale que les forces de sécurité camerounaises « multiplient les exactions sur le terrain »<sup>106</sup>. HRW dénonce notamment dans son rapport du 27 juin 2022 :

« Les forces gouvernementales ont également commis des violations des droits humains, notamment des incendies de villages, de maisons et de magasins, des meurtres, des tortures, des mauvais traitements, des détentions au secret et des viols de civils »<sup>107</sup>.

<sup>99</sup> HRW, 02/08/2021, [url](#)

<sup>100</sup> ICG, 02/2022, [url](#)

<sup>101</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#)

<sup>102</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>103</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#)

<sup>104</sup> Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#)

<sup>105</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#) ; HRW, 08/07/2022, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#) ; Afrique XXI, 19/17/2022, [url](#) ; USDOS, 12/04/2022, [url](#) ; TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>106</sup> Afrique XXI, 19/07/2022, [url](#)

<sup>107</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

Dans un document du 8 juillet 2022, HRW considère que les forces de sécurité camerounaises s'inscrivent « dans un schéma de violations systématiques des droits humains » dans les régions anglophones depuis 2016<sup>108</sup>. L'organisation affirme encore qu'il est rare que le gouvernement reconnaisse les manquements de l'armée et que :

« [...] il est déjà arrivé que les autorités nient la véracité d'informations selon lesquelles leurs forces ont commis de graves violations des droits humains dans les régions anglophones, et ont accusé ceux qui les ont découvertes, notamment Human Rights Watch, de propagande séparatiste et de déstabilisation du Cameroun »<sup>109</sup>.

### Opérations anti-insurrectionnelles

Dans une interview donnée à RFI le 17 juin 2022, l'avocat Nkongho Felix Agbor Balla a renseigné que les militaires continuent de brûler les villages et les maisons sous prétexte que les séparatistes s'y trouvent et que les populations les y protègent. Selon lui, des civils sont arrêtés dans ce contexte et sont placés en détention. Les procédures judiciaires sont lentes et les personnes attendent longtemps avant d'être présentées à un juge<sup>110</sup>.

À titre illustratif, en avril 2022, l'armée a déclaré avoir mené des raids dans des villes et villages de Guzang, Batibo, Wum, Ndu, Kumbo et Bafut (Nord-Ouest) où les combattants séparatistes attaquaient et harcelaient les civils. Selon les informations officielles, quelque 40 combattants ont été neutralisés dans ces opérations<sup>111</sup>. De même, les forces camerounaises ont mené des opérations anti-insurrectionnelles dans et autour des villes et villages de Belo, Chomba, Missong et Ndop (Nord-Ouest) entre le 24 avril et le 12 juin 2022 au cours desquelles elles ont sommairement tué au moins dix personnes civiles, arrêté et détenu arbitrairement au moins 26 personnes, incendié une douzaine d'habitations et détruit et pillé des structures de santé, selon HRW<sup>112</sup>.

### Exécutions extrajudiciaires

Le rapport du département d'Etat américain sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2021 indique que le gouvernement ou ses agents ont été à de nombreuses reprises signalés pour avoir commis des exécutions arbitraires et illégales du fait de l'usage excessif de la force dans l'exercice de leurs fonctions officielles. La plupart des cas signalés concernent des événements en lien avec la crise dans les régions anglophones<sup>113</sup>.

Parmi les cas documentés, le 1<sup>er</sup> juin 2022, dans le village de Missong (Nord-Ouest), des soldats du 53<sup>e</sup> bataillon d'infanterie motorisée (BIM) ont ouvert le feu lors d'une opération de repréailles visant une communauté accusée d'abriter des combattants séparatistes. Neuf civils, dont quatre femmes et une fillette de 18 mois ont été tués « dans une réaction inappropriée, inadaptée à la circonstance et manifestement disproportionnée », selon un communiqué officiel. Le ministère de la Défense parle de « méprise » et annonce que les quatre militaires impliqués ont été arrêtés<sup>114</sup>. Selon HRW, aucune preuve d'une confrontation entre soldats et villageois, ou d'une provocation de ces villageois à l'égard de l'armée, qui aurait pu amener les soldats à recourir à la force meurtrière, n'a été trouvée<sup>115</sup>.

De même, l'armée camerounaise a reconnu que trois membres d'une unité des forces spéciales, « en violation des consignes, s'en sont pris à quelques habitants sur lesquels l'un des soldats a

<sup>108</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#)

<sup>109</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#)

<sup>110</sup> RFI, 17/06/2022, [url](#)

<sup>111</sup> VOA, 29/04/2022, [url](#)

<sup>112</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>113</sup> USDOS, 02/06/2022, [url](#)

<sup>114</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#) ; VOA, 07/06/2022, [url](#) ; Aljazeera, 07/06/2022, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>115</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#)

malheureusement ouvert le feu », le 18 septembre 2022. L'incident, qui s'est déroulé dans le village de Nylbat-Andek (Nord-Ouest), a causé la mort de deux civils<sup>116</sup>.

### Arrestations arbitraires et détentions illégales

Lors d'une opération militaire menée le 8 juin 2022 à Chomba (Nord-Ouest), une femme et un enfant de onze ans ont été arrêtés. Ils ont été emmenés à Bafut, dans une base du BIR, où ils ont été détenus illégalement<sup>117</sup>.

### Torture et disparitions forcées

Comme l'année précédente, le département d'Etat américain considère qu'en 2021, les forces de sécurité camerounaises se sont rendues responsables de disparitions forcées de séparatistes et de leurs partisans. Des actes de torture et d'autres mauvais traitements sur des civils, des combattants séparatistes et des personnes soupçonnées de les soutenir leur ont également été attribués<sup>118</sup>.

Le 24 avril 2022, lors d'une opération anti-insurrectionnelle menée aux alentours de Ndop (Nord-Ouest), des soldats du BIR ont « arrêté, détenu et sévèrement battu entre 30 et 40 motocyclistes faisant partie d'un convoi funéraire, apparemment parce que ces soldats les soupçonnaient d'être des combattants séparatistes »<sup>119</sup>. Parmi les personnes arrêtées, au moins 17 personnes ont « disparu de force, car si l'on ignore où elles se trouvent, elles ont été vues pour la dernière fois en détention militaire », signale HRW<sup>120</sup>.

### Violences basées sur le genre

Le rapport 2022 du département d'Etat américain indique que des cas de violences sexuelles et basées sur le genre par des personnes liées au gouvernement ont été dénoncés, notamment dans les régions anglophones<sup>121</sup>.

### Pillages et extorsions

Du côté gouvernemental, l'extorsion de fonds des populations civiles est courante : il s'agit de verser des pots-de-vin aux fonctionnaires d'Etat pour obtenir la libération d'une personne arrêtée par les forces de sécurité, parfois seulement pour un prétexte léger. TNH affirme que ce racket s'est intensifié avec la crise et que, sans paiement, les personnes détenues peuvent le rester indéfiniment sous des accusations de terrorisme<sup>122</sup>.

Entre autres cas, HRW a fait état du pillage, par des soldats, de plusieurs magasins le 10 juin 2022 à Belo (Nord-Ouest). Les militaires se sont emparés d'appareils électroniques, de boissons et de nourriture qu'ils ont chargés dans leurs véhicules<sup>123</sup>. De même, HRW a documenté l'occupation et le pillage du centre de santé de Mbachongwa, près de Chomba (Nord-Ouest), le 12 juin 2022. D'après les témoignages recueillis, une centaine de soldats ont envahi et occupé le centre de santé, l'ont vandalisé et ont pillé les équipements médicaux et les médicaments<sup>124</sup>.

<sup>116</sup> AA, 22/09/2022, [url](#) ; Cameroon Info, 21/09/2022, [url](#)

<sup>117</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>118</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>119</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>120</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>121</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>122</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>123</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>124</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

### 4.3. Impunité

Pour HRW, « l'impunité reste l'un des principaux moteurs de la crise » : tant les forces de sécurité camerounaises que les groupes séparatistes armés ont, chacun de leur côté, commis de graves violations des droits humains, et n'ont été que peu, voire pas du tout inquiétés. Cette impunité conforte les auteurs d'abus et alimente de nouveaux cycles de violences<sup>125</sup>.

D'après Foreign Policy, le gouvernement camerounais a fait preuve de déni depuis le début du conflit, cachant les incendies de villages et tentant de faire porter aux séparatistes la responsabilité d'atrocités dont les forces de sécurité étaient responsables ou les minimisant<sup>126</sup>. Ainsi, des graves abus commis par les forces camerounaises, dont des meurtres et des tortures, ont été caractérisés d'« incidents isolés »<sup>127</sup>.

Toutefois, au cours de l'année 2022, les analystes ont noté une évolution positive dans la reconnaissance par le pouvoir camerounais des responsabilités de l'armée dans certains abus. En effet, le 7 juin 2022, Cyrille Serge Atonfack Guemo, le porte-parole de l'armée, a officiellement reconnu par voie de communiqué la responsabilité de l'armée dans le meurtre, le 1<sup>er</sup> juin 2022, de neuf civils dans le village de Missong (Nord-Ouest), les qualifiant de « malheureux incident » et de « méprise » (voir 4.2.5.). Il a précisé que quatre soldats ont été arrêtés. Des condoléances ont été présentées aux familles des victimes<sup>128</sup>. Les autorités camerounaises ont en outre annoncé l'ouverture d'une enquête sur les tueries de Missong, ce que HRW considère être « un premier pas important vers l'obligation de rendre des comptes pour le meurtre présumé de civils par les forces gouvernementales »<sup>129</sup>, même si Jeune Afrique rappelle que le gouvernement camerounais n'est pas parvenu à tenir ses engagements passés<sup>130</sup>.

A ce propos, Richard Tamfu, avocat et défenseur des droits de l'homme, indique ceci dans un article de Voice of America (VOA) du 8 juin 2022 : « [w]e don't have the feeling that the government itself is ready and willing to punish its elements ». L'avocat relève en effet que ce n'est pas la première fois que des militaires ont été arrêtés pour des atrocités commises dans les régions anglophones et que les victimes sont toujours en attente de voir la justice s'exprimer<sup>131</sup>. Il fait référence au massacre de 21 civils à Ngarbuh le 14 février 2020 par des forces de sécurité camerounaises, « l'une des pires atrocités commises par les forces de sécurité camerounaises depuis le début de la crise dans les régions anglophones du pays », selon HRW, et dont le gouvernement a d'abord nié la responsabilité<sup>132</sup>.

Dans une publication conjointe du 25 avril 2022, AI et HRW affirment de même que « la volonté des autorités de sanctionner les crimes reste encore à démontrer, le gouvernement n'ayant, à maintes reprises, pas tenu ses engagements dans ce sens »<sup>133</sup>.

HRW estime que dans l'autre camp, les « groupes armés kidnappent, terrorisent et tuent des civils dans les régions anglophones sans crainte apparente d'être tenus pour responsables, ni par leurs propres chefs ni par les forces de l'ordre camerounaises »<sup>134</sup>.

---

<sup>125</sup> HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>126</sup> Foreign Policy, 02/12/2021, [url](#)

<sup>127</sup> VOA, 20/07/2022, [url](#)

<sup>128</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#) ; VOA, 07/06/2022, [url](#) ; Aljazeera, 07/06/2022, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#)

<sup>129</sup> HRW, 08/07/2022, [url](#)

<sup>130</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 25/08/2022, [url](#)

<sup>131</sup> VOA, 08/06/2022, [url](#)

<sup>132</sup> HRW, 14/02/2022, [url](#)

<sup>133</sup> Le Monde (Allegrozzi I., Offner F.), 25/04/2022, [url](#)

<sup>134</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 15/07/2022, [url](#)

## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Données

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 31 décembre 2022, l'ACLED a recensé 596 victimes dans les régions du NOSO, décédées au cours de 395 incidents de type *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*. Parmi ces victimes, l'ACLED dénombre 262 décès survenus au cours de 216 incidents de type *violence against civilians*<sup>135</sup>.

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données<sup>136</sup>. L'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations<sup>137</sup>. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>138</sup>.

Aucune estimation du nombre total de victimes, comprenant tant les décès que les personnes blessées, n'a pu être trouvée. Parmi les cibles de la violence décrites *infra* se retrouvent aussi bien des victimes décédées que des personnes blessées ou visées.

### 5.2. Civils

Dans son rapport mondial 2023 portant sur les événements de 2022, HRW a estimé qu'au moins 6.000 civils ont été tués aussi bien par les forces gouvernementales que par les groupes armés depuis la fin 2016 dans les deux régions anglophones<sup>139</sup>.

Dans un rapport de situation du 30 avril 2022, l'OCHA a affirmé que la population civile continue de faire les frais des incidents violents, soit en étant directement visée, soit en subissant les conséquences des engins explosifs improvisés ou des tirs croisés entre les groupes armés et les forces de sécurité camerounaises<sup>140</sup>.

S'exprimant sur RFI le 17 juin 2022 sur les violences à l'égard des civils, l'avocat et directeur du CHRDA, Nkongho Felix Agbor Balla, a déclaré que la situation est très mauvaise et qu'il y a beaucoup d'incidents. Au sujet des militaires, l'avocat tient les propos suivants : « Au lieu de voir comment ils peuvent arrêter les séparatistes, ils continuent à brûler les villages et les maisons en disant qu'il y a des séparatistes qui sont dans les villages et que les villageois sont en train de les protéger »<sup>141</sup>. Ensuite, s'agissant des violences commises par les groupes séparatistes sur les populations, Nkongho Felix Agbor Balla a affirmé ce qui suit :

---

<sup>135</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/01/2023, [url](#)

<sup>136</sup> ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>137</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

<sup>138</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

<sup>139</sup> HRW, 13/01/2023, [url](#)

<sup>140</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#)

<sup>141</sup> RFI, 17/06/2022, [url](#)

« Les crimes sont très graves. [...] Ils tuent plus les civils par rapport à attaquer les militaires. [...] Il y a trop de civils qui sont tués. Les enfants lorsqu'ils vont à l'école, les petits commerçants, on kidnappe les gens, on demande beaucoup d'argent. L'Etat du Cameroun et les séparatistes ne peuvent pas gagner cette bataille, ils ne peuvent pas et c'est nous, les civils, qui souffrons [sic] »<sup>142</sup>

Le Cedoca a demandé à l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme précité si, en 2022, les victimes civiles étaient davantage le fait des forces de sécurité ou des groupes armés. Dans un courrier électronique du 30 octobre 2022, cette source a répondu ceci :

« D'après mes infos, les victimes civiles proviennent beaucoup plus des Forces de Sécurité qui souvent dans la mêlée des descentes musclées, ne distinguent pas entre les civils et les groupes armés, surtout lorsqu'elles attaquent dans des zones habitées. Les groupes armés font beaucoup plus de kidnappings pour rançon »<sup>143</sup>.

Parmi les civils, certaines catégories détaillées ci-après peuvent être identifiées comme particulièrement à risque.

### 5.2.1. Enseignants et élèves

Depuis 2017, les séparatistes ont imposé un boycott de l'éducation dans les régions anglophones afin de faire pression sur le pouvoir central pour que ce dernier soutienne leur appel à l'indépendance de la zone anglophone du pays<sup>144</sup>. Dans un rapport du 30 avril 2022, l'OCHA a considéré que les attaques contre les infrastructures scolaires et le personnel enseignant se poursuivaient<sup>145</sup>.

Dans un rapport de décembre 2021, HRW affirme que « les séparatistes armés portent l'entière responsabilité de ces attaques ciblées sur l'éducation », mais considère également que la réponse du gouvernement camerounais et des forces de sécurité a été insuffisante et que « les nombreuses opérations anti-insurrectionnelles abusives menées dans les régions anglophones » ont également produit un impact non négligeable sur l'éducation. Selon HRW, les forces de sécurité ont brûlé au moins une école qui servait de base à des combattants séparatistes. En outre, le renforcement de la présence des forces armées dans le but de protéger les enseignants et les élèves a accru la méfiance de ces derniers en raison des abus commis<sup>146</sup>.

Parmi les événements recensés, le 20 novembre 2021, un EEI a explosé dans un amphithéâtre de l'université de Buea, blessant dix étudiants. Les autorités ont immédiatement incriminé les séparatistes, lesquels ont démenti l'attaque et accusé le gouvernement de mener une opération sous faux drapeau dans le but de les discréditer<sup>147</sup>. Le 12 janvier 2022, des combattants séparatistes ont agressé un groupe de onze élèves qui se rendaient au lycée de Bokova, près de Buea (Sud-Ouest). Un élève a été blessé par balle<sup>148</sup>. Le 11 février 2022, des séparatistes armés ont mis le feu à trois dortoirs de l'internat du Queen of the Rosary College, à Okoyong (Sud-Ouest). De même, le 5 avril, des séparatistes ont attaqué le campus de l'université de Bamenda, à Bambili (Nord-Ouest), parce qu'elle n'avait pas respecté le *lockdown* décrété dans la région. Les combattants ont tiré en l'air et au moins cinq personnes ont été blessées dans une bousculade créée par la panique<sup>149</sup>. En outre, le 6 septembre 2022, jour de rentrée scolaire, des attaques violentes ont eu lieu, alors que certaines factions séparatistes s'opposaient à la reprise des écoles. A Muyuka (Sud-Ouest), des hommes armés

<sup>142</sup> RFI, 17/06/2022, [url](#)

<sup>143</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 30/10/2022

<sup>144</sup> HRW, 02/11/2020, [url](#) ; ONU Info, 05/11/2020, [url](#) ; HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>145</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#)

<sup>146</sup> HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>147</sup> ICG, 12/2021, [url](#)

<sup>148</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>149</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

ont tiré sur un minibus transportant quatorze civils sur la route entre Kumba et Buea. L'attaque a fait six morts et huit blessés<sup>150</sup>.

### 5.2.2. Travailleurs humanitaires et personnel de santé

Les forces de l'ordre et les séparatistes armés ont chacun de leur côté attaqué des hôpitaux, des centres de santé et du personnel médical<sup>151</sup>.

Ainsi, le 10 février 2022, un travailleur de santé du ministère de la Santé publique a été enlevé par des combattants armés entre Mbonge et Kumba (Sud-Ouest) et tenu captif pendant deux jours<sup>152</sup>. Le 26 février 2022, deux véhicules de l'ONG médicale Cameroon Baptist Convention Health Services ont été arrêtés à un poste de contrôle tenu par des combattants séparatistes dans la périphérie de Bamenda (Nord-Ouest). Une infirmière a été tuée et deux autres membres de l'équipe médicale ont été blessés<sup>153</sup>. Le 9 juin 2022, l'hôpital de district de Mamfe (Sud-Ouest) a été incendié par des combattants armés, détruisant entièrement les infrastructures. Les patients ont pu être évacués<sup>154</sup>.

Par ailleurs, les quelques organisations humanitaires présentes dans les régions anglophones font régulièrement l'objet d'agressions et de violences<sup>155</sup>. Par exemple, le 10 février 2022, des combattants armés ont enlevé deux travailleurs humanitaires à Ndop, dans le département de Ngo-Ketunjia (Nord-Ouest)<sup>156</sup>. Aussi, le 27 décembre 2021, une infirmière et un ambulancier de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) ont été arrêtés par les autorités camerounaises qui les accusent de « complicité » avec les séparatistes pour avoir porté secours un homme blessé par balle appartenant à un groupe armé (Sud-Ouest). Les deux employés ont été placés en détention à Buea jusqu'au 19 mai 2022, date de leur libération provisoire. Deux autres employés de MSF sont toujours en détention. Tous les quatre sont sous le coup d'une procédure judiciaire pour complicité avec les séparatistes. En mars 2022, considérant que la sécurité de ses travailleurs n'était pas garantie sur le terrain, MSF a suspendu ses activités dans le Sud-Ouest et a fermé ses bureaux de Mamfe et Kumba (Sud-Ouest) en août<sup>157</sup>. Fin 2020, le gouvernement camerounais avait déjà imposé à MSF de mettre un terme à ses activités dans le Nord-Ouest, où ses équipes médicales étaient accusées de « collusion » et de complicité » avec les mouvements séparatistes. De son côté, MSF affirme apporter des soins à tous les acteurs impliqués, sans prendre parti<sup>158</sup>. L'ONG Danish Refugee Council (DRC) a également fait l'objet de harcèlement de la part des autorités camerounaises<sup>159</sup>. En outre, le Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies (United Nations Humanitarian Air Service - UNHAS) a suspendu à plusieurs reprises ses vols vers le NOSO pour des raisons de sécurité (voir aussi 8.5.3.)<sup>160</sup>.

### 5.2.3. Défenseurs des droits humains

AI a relayé en juillet 2022 les difficultés auxquelles font face les défenseurs des droits humains, entravés dans leurs actions par des actes d'intimidation et de représailles après qu'ils ont dénoncé des violations des droits humains et d'autres abus commis dans les régions anglophones. Les informations reçues par AI concernent sept défenseurs des droits de l'homme et un cyber-militant menacés de mort

<sup>150</sup> RFI, 07/09/2022, [url](#) ; AA, 08/09/2022, [url](#)

<sup>151</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#) ; USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>152</sup> OCHA, 13/04/2022, [url](#)

<sup>153</sup> OCHA, 13/04/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>154</sup> RTBF, 09/06/2022, [url](#) ; Afrique XXI, 19/17/2022, [url](#)

<sup>155</sup> Afrique XXI, 19/17/2022, [url](#)

<sup>156</sup> OCHA, 13/04/2022, [url](#)

<sup>157</sup> RFI, 29/04/2022, [url](#) ; MSF, 28/04/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 22/05/2022, [url](#) ; The Guardian, 06/04/2022, [url](#) ; MSF, 15/07/2022, [url](#)

<sup>158</sup> Jeune Afrique, 22/05/2022, [url](#) ; The Guardian, 06/04/2022, [url](#) ; RFI, 17/07/2022, [url](#)

<sup>159</sup> Afrique XXI, 19/17/2022, [url](#)

<sup>160</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

par des groupes séparatistes armés. Entre autres exemples, Akem Kelvin Nkwain, spécialiste des droits humains au CHRDA, a signalé que sa famille et lui-même ont été l'objet, à plusieurs reprises, de menaces de mort par des présumés séparatistes alors qu'il avait dénoncé des abus dans le cadre de son travail. Les séparatistes l'accusent de trahison. De même, Nkongho Felix Agbor Balla, fondateur du CHRDA, a reçu des menaces de mort, par téléphone et via les réseaux sociaux, pour avoir participé à une conférence sur le conflit au Cameroun organisée à Toronto du 29 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2021 par la Coalition pour le dialogue et les négociations, une ONG basée aux États-Unis<sup>161</sup>.

#### 5.2.4. Chefs traditionnels

Dans un article du 25 août 2022, Jeune Afrique explique ce qui suit :

« Lorsque la crise anglophone éclate en 2017, les chefs traditionnels sont appelés en renfort par l'administration camerounaise [sic], qui espère faire retomber la tension dans les régions anglophones, mais sans succès. Les séparatistes voient en eux les 'complices de la force d'occupation francophone' et lorsque la crise se transforme en conflit, les chefs comptent parmi les premières victimes du vent de violence qui s'abat sur leurs territoires »<sup>162</sup>.

Jeune Afrique affirme encore que la plupart des chefs traditionnels ont délaissé les chefferies « pour se réfugier dans les grandes villes, jugées plus sûres »<sup>163</sup>.

#### 5.2.5. Fonctionnaires et élus

Selon Cavaye Yeguie Djibril, président de l'Assemblée nationale, l'insécurité causée par les séparatistes vise dans une large mesure les élus, les chefs de village et les employés de l'État<sup>164</sup>. Il affirme que plusieurs centaines d'élus, de fonctionnaires et de membres de leurs familles ont été la cible d'enlèvements dans le NOSO<sup>165</sup>.

Ainsi, le 12 avril 2022, une délégation de l'administration pénitentiaire a été prise dans une embuscade sur l'axe routier Nkambe – Kumbo (Nord-Ouest), causant la mort d'au moins quatre personnes. Les séparatistes ont revendiqué la responsabilité de l'attaque<sup>166</sup>. Le 30 avril 2022, la sénatrice Regina Mundi et son chauffeur ont été enlevés à Bamenda par des combattants des Ambazonia Defence Forces (ADF)<sup>167</sup>. Le 25 juin 2022, une centaine de combattants lourdement armés a fait irruption au domicile d'un élu dans la localité de Ballin, près d'Akwaya (Sud-Ouest). Dans l'attaque, des civils qui assistaient aux funérailles du frère de l'élu ont été tués<sup>168</sup>. Le ministère de la Défense a affirmé que « des actions de ratissage » étaient menées en riposte pour « retrouver les assaillants dans leur cachette »<sup>169</sup>.

#### 5.2.6. Journalistes

D'après Reporters sans frontières (RSF), les journalistes couvrant les événements en régions anglophones sont « régulièrement accusés d'être complices du mouvement sécessionniste »<sup>170</sup>.

---

<sup>161</sup> AI, 07/07/2022, [url](#)

<sup>162</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 25/08/2022, [url](#)

<sup>163</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 25/08/2022, [url](#)

<sup>164</sup> VOA, 07/07/2022, [url](#)

<sup>165</sup> VOA, 07/07/2022, [url](#)

<sup>166</sup> VOA, 15/04/2022, [url](#) ; AA, 13/04/2022, [url](#) ; RFI, 13/04/2022, [url](#)

<sup>167</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>168</sup> Cameroon Info, 28/06/2022, [url](#)

<sup>169</sup> AA, 29/06/2022, [url](#)

<sup>170</sup> RSF, s.d., [url](#)

En outre, de nombreux journalistes ont également été victimes d'enlèvements par des groupes armés. C'est le cas de Frederick Takang, correspondant de la BBC, lequel a fait l'objet d'une tentative d'enlèvement à Bamenda le 26 mai 2022 par un groupe de combattants fortement armés<sup>171</sup>.

### 5.3. Forces de défense et de sécurité

Arrey Ntui, analyste pour le Cameroun pour l'ICG, dont les propos sont relayés dans le rapport du 23 juin 2022 de TNH, considère que les attaques meurtrières contre l'armée se sont intensifiées<sup>172</sup>. Si le bilan des pertes humaines de l'armée n'est pas communiqué publiquement<sup>173</sup>, les événements repris ci-après illustrent la tendance. Ainsi, le 5 décembre 2021, le groupe ADF a attaqué un poste de gendarmerie à la jonction d'Alakuma et un poste militaire sur la route de Mbengwi, près de Bamenda (Nord-Ouest), faisant une dizaine de morts<sup>174</sup>. Le 22 avril 2022, une patrouille militaire a été surprise dans une embuscade tendue par des sécessionnistes sur l'axe reliant Mamfe à Ekok (Sud-Ouest), tuant deux militaires<sup>175</sup>. Le 9 mai 2022, quatre militaires en patrouille dans le département de Lebialem (Sud-Ouest) ont perdu la vie dans une attaque par EEI imputée aux séparatistes. Deux autres soldats ont été tués dans une embuscade à Jakiri, dans le département de Bui (Nord-Ouest)<sup>176</sup>. En juin 2022, un gendarme a été décapité et deux autres blessés au marché de Nkwen, à Bamenda (Nord-Ouest) dans une attaque revendiquée par les séparatistes<sup>177</sup>. Des séparatistes lourdement armés ont attaqué un poste de gendarmerie à Njitapon (Ouest), situé à une dizaine de kilomètres après la frontière avec le Nord-Ouest. Cinq gendarmes ont été tués et trois blessés<sup>178</sup>. Le 11 juillet 2022, des combattants sécessionnistes ont pris d'assaut la gendarmerie de Mbiame (Nord-Ouest). Dans un affrontement violent, le commandant de la brigade a été capturé et abattu de plusieurs balles. Sa dépouille dans un cercueil a été exhibée tirée par une moto dans les rues du village<sup>179</sup>.

### 5.4. Séparatistes

Les affrontements des séparatistes avec les forces gouvernementales ont continué à faire des victimes parmi les combattants. Au cours de la période examinée, les combattants séparatistes ont essuyé des pertes importantes parmi leurs commandants sur le terrain. La mort de Field Marshall a été relayée de manière virale par les médias et sur les réseaux sociaux. Le 11 juillet 2022, Field Marshall, le chef redouté des Red Dragons qui a opposé une vive résistance aux forces de sécurité dans le Sud-Ouest a été neutralisé par l'armée dans le Lebialem (Sud-Ouest). Son corps a été exposé au public par les autorités camerounaises à un carrefour de la ville de Kumba (Sud-Ouest)<sup>180</sup>. En outre, le 8 octobre 2022, une dizaine de combattants séparatistes ont été tués dans une opération de ratissage menée par l'armée dans la localité de Djotin, près de Kumbo (Nord-Ouest)<sup>181</sup>.

---

<sup>171</sup> AA, 27/05/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#) ; Actu Cameroun, 27/05/2022, [url](#)

<sup>172</sup> TNH, 23/06/2022, [url](#)

<sup>173</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 27/05/2022, [url](#)

<sup>174</sup> ICG, 01/2022, [url](#)

<sup>175</sup> AA, 23/04/2022, [url](#)

<sup>176</sup> AA, 10/05/2022, [url](#)

<sup>177</sup> AA, 12/06/2022, [url](#)

<sup>178</sup> Actu Cameroun, 08/06/2022, [url](#) ; VOA, 08/06/2022, [url](#)

<sup>179</sup> Jeune Afrique (Foute F.), 15/07/2022, [url](#) ; Actu Cameroun, 11/07/2022, [url](#)

<sup>180</sup> Cameroon Info, 13/07/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 15/07/2022, [url](#) ; Cameroon Info, 17/07/2022, [url](#) ;

Mimi Mefo infos, 18/07/2022, [url](#) ; TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>181</sup> Journal du Cameroun, 20/10/2022, [url](#)

## 5.5. Mbororos

D'après un rapport d'AI paru en juillet 2021, les communautés mbororos, faisant partie du groupe ethnique des Peuls, sont ciblées par les séparatistes armés<sup>182</sup>.

Un rapport du CHRDA explique que les séparatistes considèrent que les Mbororos se positionnent en faveur du gouvernement contre la cause des séparatistes (voir aussi 4.2.3.). Ces accusations se sont intensifiées en février 2020 après le massacre de Ngarbuh, au cours duquel plus de 21 civils non armés, dont 13 enfants et femmes enceintes, ont été tués lors d'un raid mené par l'armée camerounaise, en collaboration avec les membres d'un groupe d'autodéfense local, constitué prétendument par des membres de la communauté mbororo issus de la région du Nord-Ouest. En réaction, la communauté mbororo a été ciblée par plusieurs enlèvements avec demandes de rançon, des meurtres, des vols y compris de bétail, causant d'importants déplacements de populations mbororos dans la région du Nord-Ouest<sup>183</sup>.

En conséquence de cette violence, l'IFRI observe que de nombreux Mbororos se réfugient dans les centres urbains du Nord-Ouest (Bamenda, Menchum, Bui, Momo, Donga Mantum), dans d'autres régions plus stables telles que le Centre, le Littoral, l'Adamaoua et l'Ouest, ou encore au Nigeria. Dans les zones où ils trouvent refuge, « les Mbororo déplacés essaient de s'intégrer dans l'économie urbaine informelle (restauration de rue, mototaxis, petit commerce, etc.) et sortent de l'économie pastorale. Ce conflit contribue ainsi à l'abandon silencieux de l'élevage par les Mbororo [sic] »<sup>184</sup>.

## 6. Répartition géographique

### 6.1. Dans les régions anglophones

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 31 décembre 2022, l'ACLEDA a comptabilisé 277 incidents violents de type *battle*, *violence against civilians* et *explosions/remote violence* dans la région Nord-Ouest du Cameroun contre 118 dans le Sud-Ouest, ce qui fait du Nord-Ouest la région la plus touchée par la violence au cours de la période donnée, d'après les données de l'ACLEDA<sup>185</sup>.

Le Cedoca a demandé à l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme susmentionné quelles étaient, d'après ses informations, les zones les plus touchées par la violence en 2022. Par un courrier électronique du 30 octobre 2022, il a indiqué ce qui suit :

« Dans le Nord-Ouest, la zone de Kumbo dans le département de Bui, Guzang, Mbengwi et Djikwa dans le département de Momo, Ndu dans le département Donga Mantung, Bafut, Bali et Bambili dans le département de la Mezam. Pour le Sud-Ouest, Mamfe et Akwaya dans le département de la Manyu, Ndian dans le département de Ndian, et Muyuka dans le département de Fako. [...] et Kumba dans le département de la Meme (Sud-Ouest), là où, en juillet dernier, l'armée Camerounaise a perdu l'un des officiers le plus gradé à mourir dans cette guerre [sic] »<sup>186</sup>.

<sup>182</sup> AI, 28/07/2021, [url](#)

<sup>183</sup> CHRDA, 03/08/2021, [url](#)

<sup>184</sup> IFRI, 06/2022, [url](#)

<sup>185</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/01/2023, [url](#)

<sup>186</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 30/10/2022

A la question de savoir quelle est la situation sécuritaire des villes par rapport aux zones rurales, la même source a répondu : « Les villes sont plus sécurisées que les zones rurales, mais il y a toujours une psychose même dans les grandes villes à cause de l'imprévisibilité des attaques ciblées »<sup>187</sup>.

Dans une analyse du 19 juillet 2022, TNH exprime que le gouvernement considère que la situation dans les zones urbaines est relativement stable, les séparatistes n'étant pas en mesure, d'après lui, de coordonner une action d'envergure<sup>188</sup>.

## 6.2. En dehors des régions anglophones

Si l'épicentre des violences se trouve dans les régions du NOSO, quelques incidents sécuritaires ont été enregistrés en dehors des régions anglophones, dans des localités limitrophes. Les frontières poreuses entre les régions permettent aux groupes armés de s'infiltrer dans les zones frontalières francophones et d'y perpétrer des attaques<sup>189</sup>. Malgré ces incursions sporadiques, la violence reste largement localisée dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest<sup>190</sup>.

En juin 2022, le CHRDA a considéré l'attaque de Njitapon – mentionnée ci-dessous – comme particulièrement inquiétante parce qu'elle s'est produite dans la partie francophone, en dehors de la zone habituelle du conflit et pourrait causer un débordement du conflit vers la partie francophone<sup>191</sup>.

Lors d'un entretien téléphonique le 17 octobre 2022, l'expert précité a abordé la question de l'exportation de la violence à la zone francophone en indiquant que quelques attaques séparatistes ont eu lieu dans la région de l'Ouest limitrophe du NOSO, mais qu'on ne peut pas parler de débordement de la violence à grande échelle<sup>192</sup>.

Le Cedoca a également demandé à l'ONG NDH-Cameroun son analyse par rapport aux incidents sécuritaires ayant eu lieu dans la région de l'Ouest. Le 14 novembre 2022, NDH-Cameroun a indiqué :

« Nous les analysons sous l'angle de la fragilité des réponses gouvernementales mises en place jusqu'ici. En fait, plus la crise dure, plus la grande criminalité aussi se développe. D'où l'urgence de l'effectivité des mesures mises en place d'une part et la mise en place d'un véritable cadre d'implication des populations à la gouvernance »<sup>193</sup>.

Sont repris ci-après les incidents violents répertoriés par le Cedoca en dehors des régions anglophones mais néanmoins en lien avec le conflit. Cette liste n'est pas exhaustive.

Le 25 janvier 2022, des combattants séparatistes ont attaqué des soldats dans la ville de Galim (Ouest), faisant une victime<sup>194</sup>.

Le 8 juin 2022, au moins cinq gendarmes ont été tués dans une attaque du poste du Groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie camerounaise de Njitapon, situé dans la localité de Kouoptamo, dans le département du Noun (Ouest), à la frontière avec le Nord-Ouest<sup>195</sup>.

Dans la nuit du 27 juin 2022, la brigade de gendarmerie de Babadjou, dans le département de Bamboutos (Ouest), a subi l'assaut de combattants armés, lesquels ont été repoussés par les forces

<sup>187</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 30/10/2022

<sup>188</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>189</sup> VOA, 07/09/2022, [url](#) ; Camer, 11/06/2022, [url](#)

<sup>190</sup> Reuters, 08/06/2022, [url](#)

<sup>191</sup> CHRDA, 17/06/2022, [url](#)

<sup>192</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 17/10/2022

<sup>193</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

<sup>194</sup> ICG, 02/2022, [url](#)

<sup>195</sup> Reuters, 08/06/2022, [url](#) ; AA, 08/06/2022, [url](#) ; France 24, 09/06/2022, [url](#) ; France diplomatie, 17/06/2022, [url](#) ; CHRDA, 17/06/2022, [url](#)

de sécurité alliées aux comités de vigilance du village. L'affrontement a causé deux blessés parmi les gendarmes tandis qu'une dizaine de combattants ont été arrêtés<sup>196</sup>.

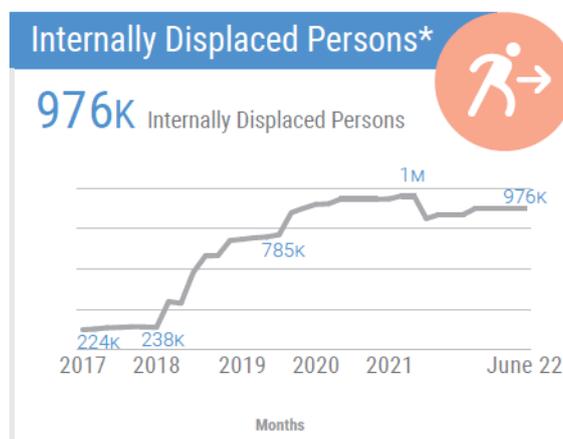
Le 1<sup>er</sup> juillet 2022, des combattants séparatistes venus de la région du Sud-Ouest se sont introduits en motos dans un marché de la localité de Fondonera, dans le département de la Menoua (Ouest). Après des coups de feu tirés en l'air, ils ont incendié des véhicules et pillé plusieurs commerces. Aucune victime n'a été recensée<sup>197</sup>.

Le 15 août 2022, une cinquantaine d'hommes armés ont attaqué un avant-poste de l'armée situé à Kengwo, dans le département du Noun (Ouest), causant la mort d'un policier, d'un soldat et d'un motocycliste. Les assaillants se sont ensuite retirés vers le Nord-Ouest d'où ils étaient venus<sup>198</sup>.

En septembre 2022, Bangourain, ville francophone de la région de l'Ouest frontalière du Nord-Ouest et accueillant des personnes déplacées par le conflit, a subi, en l'espace de trois jours, plusieurs attaques éclair par des rebelles armés. Ils ont incendié des dizaines de maisons et des marchés et enlevé au moins cinq jeunes. Des centaines de déplacés anglophones ont fui dans la brousse, craignant d'être tenus pour responsables par les communautés d'accueil<sup>199</sup>.

## 7. Déplacements de population

Selon les estimations de l'OCHA, il y a au Cameroun environ un million de déplacés internes à cause de la violence, des catastrophes naturelles et des épidémies, dont quelque 597.909 issus du Nord-Ouest et du Sud-Ouest déplacés à l'intérieur de ces deux régions ainsi que dans les régions voisines de l'Ouest, du Littoral et du Centre<sup>200</sup>. Par ailleurs, le pays compte près de 519.000 anciens déplacés rentrés chez eux, principalement dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et l'extrême Nord<sup>201</sup>.



Evolution du nombre de déplacés internes depuis 2017<sup>202</sup>

<sup>196</sup> Cameroon Info, 28/06/2022, [url](#) ; Actu Cameroun, 28/06/2022, [url](#) ; Mimi Mefo Info, 28/06/2022, [url](#)

<sup>197</sup> Actu Cameroun, 01/07/2022, [url](#) ; 237 online, 04/07/2022, [url](#) ; Crisis 24, 12/07/2022, [url](#)

<sup>198</sup> AA, 15/05/2022, [url](#) ; VOA, 16/08/2022, [url](#)

<sup>199</sup> VOA, 07/09/2022, [url](#)

<sup>200</sup> UNHCR, 31/12/2022, [url](#) ; Council of the European Union, 31/10/2022, [url](#)

<sup>201</sup> OCHA, 08/08/2022, [url](#)

<sup>202</sup> OCHA, 08/08/2022, [url](#)

## 7.1. Déplacés dans les régions anglophones

L'OCHA estime qu'environ 366.000 personnes sont déplacées dans les régions du NOSO<sup>203</sup>.

Selon l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), l'insécurité et les violences dans les régions du NOSO contraignent les familles à des déplacements pendulaires, à savoir qu'elles fuient leur foyer quand la violence touche leur localité et y reviennent quand la situation s'apaise, parfois plusieurs fois en l'espace de quelques semaines<sup>204</sup>.

L'OCHA décrit les mêmes types de déplacements multiples causés par la violence à travers le NOSO<sup>205</sup>. Selon l'OCHA, la plupart des déplacements sont pendulaires et temporaires, les personnes déplacées retournant chez elles dès que la situation sécuritaire le permet :

« Pendular displacement is observed in 61 per cent of surveyed villages of the North-West and in 44 per cent of localities in the South-West. 33 per cent of these displacements are a result of military operations while 30 per cent result from a fear of attacks »<sup>206</sup>.

Les déplacements se font vers des villages voisins ou dans les brousses environnantes où l'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à la nourriture et à un abri est limité. D'après l'OCHA, les communautés d'accueil partagent des ressources déjà limitées avec les populations déplacées, amplifiant la vulnérabilité de tous. Les données de l'OCHA indiquent que 49 % des déplacés dans les régions du NOSO vivent dans des familles d'accueil. Lorsqu'ils fuient dans la brousse, les déplacés construisent des abris de fortune et cultivent des parcelles de terre. Dans 44 % des cas, de tels déplacements concernent l'ensemble du ménage. Dans les autres cas, les hommes se cachent seuls dans la brousse, tandis que leurs familles restent au village ou se déplacent vers des zones urbaines plus sécurisées. Les populations déplacées – et principalement les femmes – regagnent régulièrement les villages pour surveiller les habitations ou pour évaluer si la situation sécuritaire permet le retour des hommes<sup>207</sup>.

Toujours d'après les données de l'OCHA, 62 % des personnes déplacées dans le NOSO sont des enfants, dont de nombreux enfants non accompagnés et séparés de leur famille. En effet, la séparation des familles est une conséquence directe des attaques contre les villages forçant les membres de la famille à se disperser. D'autre part, les familles recherchent des opportunités économiques dans d'autres zones. En outre, les enfants sont parfois envoyés dans des centres urbains pour poursuivre leurs études ou sont amenés à travailler dans des petits commerces où ils risquent d'être soumis à l'exploitation. Les enfants sont ainsi exposés à des hauts risques de violence, d'enlèvements, d'abus et d'exploitation. En conséquence, les familles tendent à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs, comme le mariage des enfants. Souffrant régulièrement de troubles post-traumatiques ou de détresse émotionnelle, les enfants nécessitent un soutien psychosocial important<sup>208</sup>.

Ces conclusions sont partagées par l'UNICEF et Protection Cluster qui indiquent dans un rapport du 9 juin 2022 :

« As a result of this crisis, children are confronted with numerous protection risks. The main concern remains family separation with tens of thousands of children being reported as unaccompanied or separated. In addition, children particularly boys, are reportedly being recruited and used by armed groups. There has also been an increase in cases of sexual violence, harassment, and forced child marriages resulting in unwanted early pregnancies. Children are also forced to engage in economic

<sup>203</sup> OCHA, 08/08/2022, [url](#)

<sup>204</sup> IDMC, 19/05/2022, [url](#)

<sup>205</sup> OCHA, 13/04/2022, [url](#) ; OCHA, 30/04/2022, [url](#) ; OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>206</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>207</sup> OCHA, 13/04/2022, [url](#) ; OCHA, 30/04/2022, [url](#) ; OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>208</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

activities, at times under the worst forms of child labor, including sexual exploitation since more and more young women and girls recourse to survival sex »<sup>209</sup>.

La violence perturbe largement la situation des femmes. Avec la perte ou la diminution de leurs moyens de subsistance, les femmes sont contraintes de délaisser le secteur agricole informel dans lequel elles sont habituellement fortement impliquées pour s'investir en tant que chefs de famille et pourvoyeuses de la famille. En effet, la crise a créé un déséquilibre démographique, car de nombreux hommes sont morts, ou vivent cachés ou exilés. En conséquence, les femmes se sont engagées dans des activités économiques et sociales jusque-là réservées aux hommes. Si d'une part, cela permet aux femmes d'investir des rôles publics plus importants – en se mobilisant pour la paix par exemple – ou d'intervenir davantage dans les décisions communautaires, ces nouveaux rôles économiques et sociaux représentent une lourde charge pour les femmes et les filles, et les exposent à de l'insécurité<sup>210</sup>.

Le département d'Etat américain rapporte que les personnes déplacées vivent dans des conditions précaires, les acteurs humanitaires ayant principalement accès aux centres urbains. Concernant l'assistance fournie par le gouvernement, cette source explique ce qui suit :

« The government made some efforts to provide urgently needed in-kind assistance to crisis-affected IDPs in the Northwest and Southwest Regions based on its humanitarian assistance response plan. This assistance was reportedly distributed to populations without an assessment of their needs and only to persons in accessible urban areas »<sup>211</sup>.

## 7.2. Déplacés dans les régions francophones

La violence et l'insécurité ont également engendré des déplacements de population vers les régions francophones. Notamment, la perturbation du système éducatif et les attaques récurrentes sur les établissements scolaires ont amené de nombreuses familles à envoyer leurs enfants dans des écoles des régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre<sup>212</sup>.

D'après le rapport du 14 avril 2022 de l'OCHA, environ 95 % des ménages déplacés dans la région du Littoral hébergent au moins un enfant orphelin, non accompagné ou séparé de sa famille. Dans la région de l'Ouest, plus de 90 % des enfants déplacés (accompagnés ou non) sont impliqués dans une forme de travail des enfants<sup>213</sup>.

L'OCHA a également observé une escalade des abus et des violations à l'encontre des femmes et des filles dans les régions du Littoral et de l'Ouest, liée à la surpopulation des logements qui ne permettent pas aux femmes et aux filles de mener leurs activités intimes à l'écart des autres membres de la communauté<sup>214</sup>.

La même source signale encore ce qui suit s'agissant de l'accès des personnes déplacées aux différents services :

« In the Littoral and West regions, in addition to significant pressure on already limited services, IDP access to basic services is hindered by inadequate financial resources to access them and fear of stigmatization »<sup>215</sup>.

<sup>209</sup> Protection Cluster, UNICEF, 09/06/2022, [url](#)

<sup>210</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>211</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>212</sup> Protection Cluster, UNICEF, 09/06/2022, [url](#)

<sup>213</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>214</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>215</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

Début octobre 2022, des citoyens se sont rassemblés devant le conseil municipal de Yaoundé dans le but de se plaindre des difficultés qu'ils rencontrent lorsqu'ils s'adressent aux fonctionnaires des services publics, ne parlant qu'une des deux langues officielles. Ainsi, des civils anglophones ayant fui l'Ouest du Cameroun mentionnent être victimes de discriminations lorsqu'ils s'adressent en anglais dans des services publics et indiquent se voir refuser un service parce qu'ils parlent l'anglais et non le français. Malgré une loi de décembre 2019 stipulant que l'anglais et le français doivent être utilisés de manière égale au sein des services publics, de nombreux fonctionnaires d'Etat accordent une place prépondérante au français<sup>216</sup>.

Lors d'un entretien téléphonique le 17 octobre 2022, le Cedoca a questionné l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme précité sur l'existence d'éventuelles tensions entre les déplacés anglophones et les communautés d'accueil en régions francophones, de même que sur l'existence d'éventuels traitements discriminatoires des autorités à l'égard des personnes déplacées issues du NOSO. La source a indiqué qu'il n'existe pas de difficultés d'entente entre les anglophones déplacés dans la région francophone et les communautés d'accueil. Elle a également affirmé ne pas avoir connaissance de discriminations imposées par les autorités aux déplacés anglophones. Enfin, elle a ajouté que les rafles dont les anglophones faisaient l'objet en 2020 n'ont plus été observées<sup>217</sup>.

Le Cedoca s'est également entretenu sur ces questions avec NDH-Cameroun. Le 14 novembre 2022, à la question de savoir si les anglophones déplacés font l'objet de discriminations, d'intimidations, de tracasseries administratives, d'arrestations, etc. du simple fait qu'ils sont anglophones, NDH-Cameroun a répondu en ces termes : « Nous n'avons pas répertorié des tensions dans ce sens »<sup>218</sup>. A la question de savoir si les anglophones ont fait l'objet de rafles par la police en 2022, la même source a expliqué ce qui suit :

« Non en tout cas pas à notre connaissance. Mais il y a globalement un problème de 'carte nationale d'identité' qui crée des problèmes. En fait l'Etat se trouve dans l'impuissance de fournir les CNI mais trouve quand même le moyen d'en demander sur des check points »<sup>219</sup>.

Questionné sur l'existence d'éventuelles tensions entre les populations francophones et les populations anglophones déplacées, NDH-Cameroun a affirmé ne pas en avoir connaissance et que « les communautés vivent en paix »<sup>220</sup>.

Enfin, sur les conditions d'accueil des déplacés, NDH-Cameroun a signalé dans son courrier électronique du 14 novembre 2022 que « [I]es déplacés vivent dans des familles d'accueil qui peuvent être francophones ou anglophones. La situation est celle de la précarité de manière générale avec la vie chère »<sup>221</sup>.

### 7.3. Retour des déplacés

Les déplacés de retour sont principalement ceux qui pratiquent des déplacements pendulaires au sein des régions anglophones (voir 7.1.). Ainsi, dans un rapport du 9 juin 2022, Protection Cluster et UNICEF indiquent :

<sup>216</sup> VOA, 04/10/2022, [url](#) ; The North Africa Post, 05/10/2022, [url](#)

<sup>217</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 17/10/2022

<sup>218</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

<sup>219</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

<sup>220</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

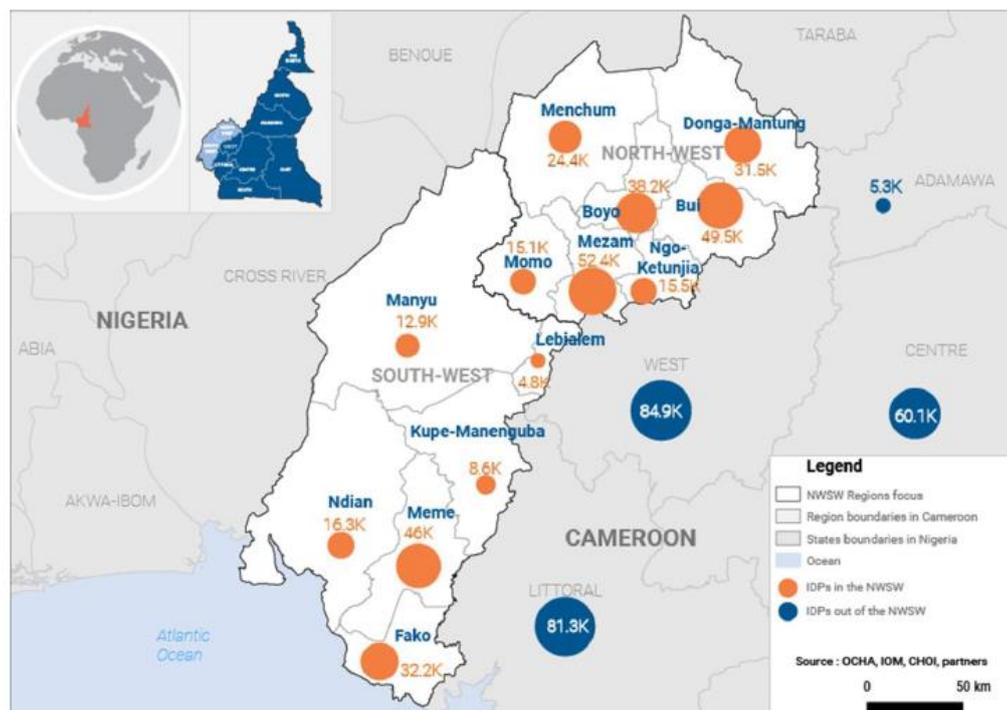
<sup>221</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

« Though there has been an increase in the number of returnees in both the North West and South West regions, this is mainly because the returnees are those who displace from the bush after localized conflict and return as soon as things settle down »<sup>222</sup>.

Concernant le retour des déplacés, l'OCHA indique que, dans le NOSO, la sécurité dans le village d'origine et le manque de moyens de subsistance dans le village de déplacement sont les principales raisons du retour. En outre, l'OCHA considère que les personnes de retour n'optent pas nécessairement pour un retour dans les lieux les plus stables. Par ailleurs, la destruction de leur logement dans leur lieu d'origine empêche de nombreuses personnes désireuses de rentrer chez elles de le faire<sup>223</sup>.

Le Cedoca a demandé à NDH-Cameroun si un mouvement de retour des déplacés installés dans les régions francophones vers leurs régions d'origine était observé. Voici sa réponse du 14 novembre 2022 : « Pas vraiment, le fait que les enfants ne peuvent pas aller librement à l'école dans les régions anglophones est un gros frein pour le retour. De plus, les populations ont toujours peur des représailles »<sup>224</sup>.

### 7.4. Visualisation sur carte



Personnes déplacées originaires du NOSO (juillet 2022)<sup>225</sup>

<sup>222</sup> Protection Cluster, UNICEF, 09/06/2022, [url](#)

<sup>223</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>224</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

<sup>225</sup> OCHA, 07/2022, [url](#)

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Education

Le secteur de l'éducation continue d'être affecté par le conflit. Les attaques contre les infrastructures scolaires et le personnel encadrant ainsi que les enlèvements par les groupes armés d'élèves et d'enseignants contre rançons sont régulièrement rapportés (voir aussi 4.2.4. et 5.2.1.)<sup>226</sup>.

En décembre 2022, l'OCHA a rapporté que, dans les deux régions anglophones, seulement 46 % des écoles étaient fonctionnelles et que seuls 54 % des étudiants étaient inscrits pour l'année académique 2022-2023. Cette source indique que, mis à part le boycott scolaire imposé par les groupes armés pour retarder la rentrée des classes (voir 8.5.2.), l'année scolaire 2022-2023 se déroule cependant normalement dans la plupart des zones urbaines et périurbaines qui sont relativement sûres<sup>227</sup>.

Selon The Africa Report, les attaques contre les écoles se poursuivent bien que certains groupes séparatistes ont officiellement mis fin au boycott scolaire en 2020. Les écoles opérationnelles sont endommagées ou surpeuplées, des enseignants ont fui et n'ont pas été remplacés. En raison de revenus moindres, certains parents font le choix d'envoyer les garçons à l'école et de garder les filles à la maison, où elles contribuent aux tâches ménagères ou exercent des petits métiers. Les familles qui en ont les moyens financiers scolarisent leurs enfants dans les écoles des régions francophones<sup>228</sup>.

Dans un rapport de décembre 2021, HRW considère que les fermetures d'écoles causées par le boycott de l'éducation, les attaques contre les écoles par les combattants séparatistes et la crainte d'être ciblé par ces derniers, associés aux difficultés économiques causées par la situation ont mené à une « vague d'abandon de l'école, privant les jeunes des régions anglophones de leur droit à l'éducation ». HRW ajoute que de nombreux enseignants ont été contraints de changer de profession<sup>229</sup>.

Dans son bulletin humanitaire sur le Cameroun du mois de septembre 2022, l'OCHA note ce qui suit :

« Attacks on students, school personnel and infrastructures in the North-West and South-West have a devastating impact on access to learning and weakens the society's overall development. In addition to the deaths, injuries and the psychological damages caused by the attacks, abductions, and threats, they also result in a decline in student attendance and education quality. There is also increased exposure to serious forms of violence and other risks including child marriage, early pregnancy, forced displacement, child labour and the risk of being recruited by NSAGs »<sup>230</sup>.

D'après les Nations unies, 700.000 élèves sont déscolarisés depuis 2016 en raison de la crise<sup>231</sup>. Livrés à eux-mêmes, certains sont poussés vers la délinquance et la toxicomanie. Certains enfants ont été recrutés dans les rangs des groupes armés. Les jeunes filles qui abandonnent leur scolarité sont exposées à des viols et des violences<sup>232</sup>.

Pour pallier au manque d'infrastructures scolaires, des espaces d'apprentissage temporaires ont été créés et bénéficient à quelque 2.300 enfants. Parallèlement, plus de 34.000 enfants ont accès à une éducation informelle par le biais de programmes d'éducation diffusés à la radio<sup>233</sup>.

<sup>226</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>227</sup> OCHA, 30/12/2022, [url](#)

<sup>228</sup> The Africa Report, 20/09/2022, [url](#)

<sup>229</sup> HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>230</sup> OCHA, 09/2022, [url](#)

<sup>231</sup> VOA, 07/06/2022, [url](#) ; CHRDA, 09/09/2022, [url](#)

<sup>232</sup> DW, 02/09/2022, [url](#)

<sup>233</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#)

## 8.2. Santé

L'impact psychologique de la crise est important. Dans son rapport du 14 avril 2022, l'OCHA explique que de nombreux hommes et adolescents se sentant privés du contrôle de leur vie et de leur futur, dépossédés de leur rôle de protecteur de la famille, souffrent davantage de dépressions. La crise a également contribué à une consommation accrue de drogue et d'alcool chez les jeunes garçons<sup>234</sup>.

Le 10 octobre 2022, VOA signale également que les différentes crises traversées par le pays a doublé le nombre de patients en santé mentale par rapport à l'année précédente. Selon Laure Mengueme, la directrice de la santé mentale au ministère de la Santé, de nombreuses personnes ont perdu des proches dans les conflits ou ont été victimes d'abus, de violences et de traumatismes, ce qui a déclenché des crises de santé mentale<sup>235</sup>.

De plus, une épidémie de choléra affecte la région du Sud-Ouest. Fin avril 2022, l'OCHA dénombrait 4.677 cas positifs et 78 décès en lien avec la maladie, tout en relevant une tendance à la baisse et le succès des campagnes de vaccination à Buea, Limbé et Tiko<sup>236</sup>.

## 8.3. Sécurité alimentaire

Le conflit armé et l'insécurité perturbent directement les activités agricoles dans le NOSO, affectant l'approvisionnement alimentaire. L'accès limité des communautés aux marchés ajoute encore aux difficultés des populations en matière de sécurité alimentaire<sup>237</sup>.

Le 10 juillet 2022, RFI relève en outre que les *lockdowns* imposés par les séparatistes et les actions des milices réduisent l'accès aux produits de base venant d'ailleurs, comme le poisson<sup>238</sup>.

## 8.4. Situation économique

En décembre 2021, HRW a rapporté que l'impact de la crise sur l'économie des régions anglophones est lourd :

« Dans les régions anglophones, des chefs de famille ont été tués, des entreprises ont fermé et des personnes ont perdu leur emploi. Les familles déplacées n'ont plus de moyens de subsistance et peinent à se nourrir, se loger ou à payer les frais de scolarité de leurs enfants. La violence a eu un impact sur des milliers d'agriculteurs eux aussi déplacés en les exposant aux risques de famine et de pauvreté et à des difficultés à subvenir aux besoins de leurs enfants »<sup>239</sup>.

D'après l'OCHA, les activités socioéconomiques sont entravées par la violence et l'insécurité de même que par les jours de *lockdowns* (72 jours ont été comptabilisés pour l'année 2021). Dans le Nord-Ouest, les rendements agricoles en sont significativement affectés. Dans le Sud-Ouest, des portions importantes de plantations de fruits, de palmiers et d'hévéas ont été abandonnées. Malgré les difficultés, le Sud-Ouest a conservé un certain niveau d'activité économique, ce qui n'est pas le cas du Nord-Ouest, selon l'OCHA<sup>240</sup>.

Dans une analyse du 19 juillet 2022, TNH rapporte que les groupes séparatistes taxent les secteurs rentables de l'économie. C'est le cas de l'industrie du cacao dont la moitié de la production provient

<sup>234</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>235</sup> VOA, 10/10/2022, [url](#)

<sup>236</sup> OCHA, 30/04/2022, [url](#)

<sup>237</sup> UNICEF, 29/04/2022, [url](#)

<sup>238</sup> RFI, 10/07/2022, [url](#)

<sup>239</sup> HRW, 16/12/2021, [url](#)

<sup>240</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

de la région du Sud-Ouest. Via un système de taxes qui financent les combats, les groupes armés autorisent le transport des récoltes vers le Nigeria ou vers le port international de Douala<sup>241</sup>.

L'OCHA indique encore que les bouleversements économiques liés à la crise amènent la population à des mécanismes d'adaptation négatifs, notamment la prostitution, les mariages précoces et le travail des enfants<sup>242</sup>.

## 8.5. Liberté de mouvement

### 8.5.1. Circulation interne

L'insécurité (voir 4.2.) affecte la liberté de mouvement. La circulation est perturbée, d'une part, par les *lockdowns* et les barrages routiers mis en place par les séparatistes et, d'autre part, par des *checkpoints* dressés par les militaires<sup>243</sup>.

Dans son rapport portant sur les événements de l'année 2021, le département d'Etat américain a indiqué au sujet de la liberté de mouvement à l'intérieur du pays, sans faire spécifiquement référence aux régions anglophones, que la police, la gendarmerie et les douanes ont fréquemment soutiré des pots-de-vin aux voyageurs sous prétexte d'infractions mineures et les ont harcelés aux barrages routiers et aux postes de contrôle dans les villes et sur la plupart des grandes routes. Les voyageurs sont régulièrement arrêtés par la police qui vérifie leurs papiers d'identité<sup>244</sup>. S'agissant ensuite spécifiquement du NOSO, le département d'Etat américain a rapporté que les autorités ont limité les déplacements des personnes et des biens, y compris des motos, invoquant des problèmes de sécurité. Parallèlement, des groupes séparatistes ont restreint les mêmes déplacements, parfois dans le but délibéré de harceler et d'intimider la population locale. En outre, la criminalité – notamment les enlèvements contre rançon par des groupes armés, les vols à main armée, les agressions et les braquages de véhicules – restreint considérablement les déplacements<sup>245</sup>.

D'après l'OCHA, les hommes et les garçons limitent leurs déplacements pour éviter les arrestations arbitraires et les détentions illégales. Ces derniers sont en effet beaucoup plus susceptibles d'être arrêtés aux points de contrôle par les forces de l'ordre ou par les groupes armés, en particulier lorsqu'ils n'ont pas de papiers d'identité. Les forces de sécurité soupçonnent les hommes sans documents d'appartenir aux groupes armés. Les hommes sont perçus comme des menaces par les deux parties. Selon les observations de l'OCHA, pour diminuer leur exposition au risque, les hommes réduisent leurs activités économiques et sociales et limitent leurs déplacements en particulier à la nuit tombée et évitent les rassemblements. Ces restrictions que s'imposent les hommes amènent les femmes à davantage de déplacements, pour accéder aux services de base, chercher de l'assistance humanitaire, travailler dans les champs ou encore aller au marché. Parce qu'elles ont la possibilité d'aller là où les hommes ne peuvent plus se rendre, les femmes sont davantage exposées à des VBG<sup>246</sup>.

Dans un article du 19 juillet 2022, RFI note qu'en raison de l'insécurité des déplacements, les familles doivent souvent renoncer à enterrer leurs proches dans leur village d'origine, alors que reposer sur la terre de ses ancêtres a un sens profond dans la culture locale<sup>247</sup>.

---

<sup>241</sup> TNH, 19/07/2022, [url](#)

<sup>242</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>243</sup> OCHA, 08/08/2022, [url](#)

<sup>244</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>245</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

<sup>246</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>247</sup> RFI (Tebeck A.), 19/07/2022, [url](#)

Le Cedoca s'est adressé à NDH-Cameroun afin de savoir s'il est possible de se déplacer, par le réseau routier, des régions francophones vers le NOSO et vice versa, et dans quelles conditions. Dans un courrier électronique du 14 novembre 2022, l'ONG a tenu les propos suivants :

« Oui des agences de transport assurent toujours la liaison étant donné que les forces de sécurité et de défense sont présentes sur les grands axes. Les problèmes se posent le plus souvent en zone rurale lorsqu'il faut se rendre dans les villages du NOSO. Vous avez là des check points des groupes armés auxquels les passagers sont souvent rackettés pour obtenir un 'laisser passer' »<sup>248</sup>.

L'expert précité contacté par téléphone le 17 octobre 2022 a à son tour expliqué que les déplacements entre les régions anglophones et les régions francophones sont possibles, dans des conditions de sécurité imprévisibles en raison des possibles attaques et de la présence des postes de contrôle sur les routes, tenus à la fois par les groupes armés et par les forces de sécurité<sup>249</sup>.

### 8.5.2. Lockdowns

Bien que prévus initialement pour ne durer qu'un temps dans le but de faire pression sur le gouvernement et attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des régions anglophones, les *lockdowns* se sont poursuivis au cours de la période examinée<sup>250</sup>.

Depuis le début de la crise, les séparatistes menacent de représailles les civils qui n'observent pas leurs appels aux *lockdowns* imposés<sup>251</sup>. Toutefois, selon Foreign Policy en décembre 2021, les appels au boycott ne sont plus strictement suivis<sup>252</sup>.

Ainsi, entre autres exemples, dans le but de perturber le déroulement de la fête nationale célébrée le 20 mai, les groupes armés ont ordonné une période de *lockdown* du 15 au 21 mai 2022, provoquant le blocage des activités économiques, la fermeture des écoles et la suspension des opérations humanitaires. Les citoyens ne respectant pas les consignes ont été menacés de représailles<sup>253</sup>.

De même, du 6 au 16 septembre 2022, un *lockdown* de dix jours visant les écoles a été décrété par les séparatistes dans les régions anglophones dans le but de retarder le début de l'année scolaire au 1<sup>er</sup> octobre, date anniversaire de la République autoproclamée d'Ambazonie. Toutes les écoles et les commerces ont reçu la consigne de rester portes closes<sup>254</sup>. D'après l'ICG, les séparatistes ont eu recours à la violence pour faire respecter le *lockdown*<sup>255</sup>.

Les opérations « ville morte » (*ghost towns*), exigeant hebdomadairement que toutes les entreprises ferment et que les habitants restent chez eux, entravent elles aussi fortement la liberté de mouvement<sup>256</sup>.

### 8.5.3. Trafic aérien

L'OCHA indiquait, dans un rapport publié en avril 2022, que les vols de l'United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS) à destination et en provenance de Buea et Mamfe étaient interrompus depuis

---

<sup>248</sup> NDH-Cameroun, courrier électronique, 14/11/2022

<sup>249</sup> Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 17/10/2022

<sup>250</sup> DW, 01/10/2021, [url](#) ; Foreign Policy, 02/12/2021, [url](#) ; OCHA, 13/07/2022, [url](#) ; VOA, 20/05/2022, [url](#) ; AA, 15/05/2022, [url](#) ; ICG, 10/2022, [url](#)

<sup>250</sup> ICG, 10/2022, [url](#), AA, 08/09/2022, [url](#)

<sup>251</sup> HRW, 27/06/2022, [url](#)

<sup>252</sup> Foreign Policy, 02/12/2021, [url](#)

<sup>253</sup> OCHA, 13/07/2022, [url](#) ; VOA, 20/05/2022, [url](#) ; AA, 15/05/2022, [url](#)

<sup>254</sup> ICG, 10/2022, [url](#), AA, 08/09/2022, [url](#)

<sup>255</sup> ICG, 10/2022, [url](#)

<sup>256</sup> USDOS, 12/04/2022, [url](#)

début 2020 et que les vols vers Bamenda avaient été suspendus entre janvier et juillet 2020, puis à nouveau à partir de décembre 2021 en raison de l'insécurité, rendant l'accès de l'aide humanitaire compliqué<sup>257</sup>.

Le 1<sup>er</sup> septembre 2022, l'agence Ecofin renseigne que l'aéroport de Bamenda a rouvert, portant à sept le nombre d'aéroports fonctionnels au Cameroun, dont quatre aéroports internationaux. Cette source indique que le réseau aérien est disponible dans les régions suivantes : le Littoral (Douala), le Centre (Yaoundé-Nsimalen), le Nord-Ouest (Bamenda), le Nord (Garoua), l'Extrême-Nord (Maroua), l'Ouest (Bafoussam) et l'Adamaoua (Ngaoundéré)<sup>258</sup>.

## 8.6. Services publics

Dans un rapport du 14 avril 2022, l'OCHA indique que, dans le NOSO, l'accès aux services publics de base est sensiblement entravé par l'insécurité persistante : « In most localities in the North-West and South-West regions, local council authorities, which were available at district capital levels, were closed because of the violence »<sup>259</sup>.

Le 14 juillet 2022, RFI détaille les conséquences de la crise sécuritaire sur les administrations du Nord-Ouest :

« Cibles des séparatistes, les bâtiments publics ont été désertés dans les zones à risque. Les services municipaux se sont réfugiés à Bamenda, la capitale régionale. Pour faire une démarche d'état civil, les habitants des zones rurales et des petites villes n'ont pas d'autre choix que de se déplacer, avec toutes les difficultés et risques que cela comporte »<sup>260</sup>.

Le 7 juillet 2022, VOA relaye les propos du sénateur du Sud-Ouest, Leke Besongoh Akemfor Phillip (Union of the Peoples of Cameroon, UPC), affirmant que la majorité des élus, maires, conseillers locaux et chefs de villages anglophones se sont déplacés avec leurs familles vers Yaoundé<sup>261</sup>.

D'après l'OCHA, la perturbation des services rend difficile la délivrance de documents civils et judiciaires, dont les actes de naissance, auxquels s'applique le principe de territorialité selon lequel seules les autorités du lieu d'origine ont le pouvoir de les délivrer aux parents qui en font la demande. Ceci a pour conséquence que de nombreux enfants n'ont pas d'acte de naissance<sup>262</sup>.

La même source rapporte également que la méfiance des civils à l'égard des autorités et leur crainte que les groupes armés ne ciblent les personnes munies d'une carte d'identité délivrée par les autorités contribuent au faible nombre de documents officiels délivrés. Or le fait de ne pas disposer de documents d'identité expose particulièrement les garçons et les hommes au risque d'arrestations arbitraires par les forces de l'ordre (voir aussi 8.5.1.) et complique l'accès aux services de santé et à l'éducation<sup>263</sup>.

<sup>257</sup> OCHA, 04/2022, [url](#)

<sup>258</sup> Agence Ecofin, 01/09/2022, [url](#)

<sup>259</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>260</sup> RFI, 14/07/2022, [url](#)

<sup>261</sup> VOA, 07/07/2022, [url](#)

<sup>262</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

<sup>263</sup> OCHA, 14/04/2022, [url](#)

## Résumé

La crise anglophone a commencé en novembre 2016 par des manifestations pacifiques, accompagnées de revendications de réformes, portées notamment par des avocats, des étudiants et des enseignants. Fin 2017, la situation a dégénéré en conflit armé. Durant la période étudiée dans ce rapport (octobre 2021-janvier 2023), le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a perduré, avec des pics de violence extrême.

Les divisions entre les groupes séparatistes persistent et ont causé l'éclatement du mouvement sécessionniste. Sur le terrain, les séparatistes ont pour la plupart délaissé leurs revendications idéologiques et ont adopté, au sein d'une multitude de groupes armés, des pratiques relevant de la criminalité. Une logique d'économie de la guerre est apparue, impliquant des enlèvements contre rançons et l'extorsion des populations.

Des violations des droits de l'homme sont commises tant par les groupes armés que par les forces gouvernementales. Les séparatistes se sont rendus responsables d'homicides, d'enlèvements, de rackets et d'intimidations. Les forces camerounaises sont accusées de mener des opérations punitives sous forme de raids sur des villages, de procéder à des tortures, des pillages, des exécutions extrajudiciaires ainsi qu'à des arrestations et détentions arbitraires. Des violences basées sur le genre sont perpétrées par les deux camps. Les auteurs d'exactions restent largement impunis même si les autorités camerounaises ont reconnu les responsabilités de l'armée dans certains abus.

La population civile continue de faire les frais des incidents violents, soit en étant directement visée, soit parce qu'elle est prise en étau entre les forces gouvernementales et les groupes armés. Les séparatistes visent en particulier les civils qu'ils soupçonnent de collaborer avec les forces gouvernementales et ceux qui refusent de se soumettre aux boycotts imposés. Les forces de défense et de sécurité mènent une campagne de représailles à l'égard de ceux qui, d'après elles, soutiennent les combattants armés. Dans ce contexte, les élèves et le personnel éducatif, les travailleurs humanitaires, le personnel de santé, les chefs traditionnels, les fonctionnaires et les élus ainsi que les journalistes sont des catégories particulièrement ciblées par la violence.

Les violences sont largement contenues au sein des régions anglophones et y sont plus prononcées au Nord-Ouest qu'au Sud-Ouest. Les zones rurales sont davantage touchées que les centres urbains, considérés plus sûrs. Les villes sont néanmoins affectées par la violence de manière imprévisible. Si l'épicentre des violences se trouve dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, quelques incidents sécuritaires ont été enregistrés en dehors des régions anglophones, dans des localités limitrophes de la région de l'Ouest.

L'insécurité a contraint quelque 600.000 personnes à se déplacer à l'intérieur des deux régions anglophones ainsi que dans les régions voisines de l'Ouest, du Littoral et du Centre. Au sein des régions anglophones, les déplacements sont majoritairement pendulaires. Les anglophones se réfugient également en nombre dans la zone francophone où ils vivent dans une grande précarité. Les sources consultées ne font pas état de violences de la part des autorités à l'encontre des déplacés anglophones. Les communautés anglophones déplacées peuvent faire l'objet de discriminations liées à la langue dans les services publics.

Le conflit a considérablement impacté la vie quotidienne dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Bien que certains groupes séparatistes ont officiellement mis fin au boycott scolaire en 2020, les attaques contre les écoles se poursuivent. Moins de la moitié des écoles sont fonctionnelles et seuls 54 % des étudiants sont inscrits pour l'année académique 2022-2023. L'insécurité met l'économie des régions anglophones en crise et perturbe directement les activités agricoles, affectant l'approvisionnement alimentaire. L'impact du conflit sur la santé mentale est également important. Les déplacements entre les différentes régions du pays sont possibles, dans des conditions de sécurité imprévisibles en raison du risque d'attaques et de la présence de postes de contrôle sur les routes, tenus à la fois par les

groupes armés et par les forces de sécurité. Les *lockdowns* continuent à être imposés par les séparatistes. En outre, l'accès aux services publics de base est sensiblement entravé par l'insécurité persistante.

## Bibliographie

### Contacts directs

Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 17/10/2022, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 30/10/2022, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Nouveaux droits de l'homme Cameroun (NDH-Cameroun), organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, identité de la personne contactée non communiquée pour garantir la sécurité de cette source, courrier électronique, 14/11/2022, [ndhcam@yahoo.fr](mailto:ndhcam@yahoo.fr)

### Sources écrites et audiovisuelles

237 online, *Anglophone crisis: Separatist attack in Fondonera*, 04/07/2022, <https://www.237online.com/en/crise-anglophone-attaque-separatistes-a-fondonera/> [consulté le 23/01/2023]

Actu Cameroun, *Bamenda: Frederick Takang, le correspondant de la BBC est libre!*, 27/05/2022, <https://actu cameroun.com/2022/05/27/bamenda-frederick-takang-le-correspondant-de-la-bbc-est-libre/> [consulté le 23/01/2023]

Actu Cameroun, *Cameroun: 5 gendarmes tués par des séparatistes à Njitapon (Ouest)*, 08/06/2022, <https://actu cameroun.com/2022/06/08/cameroun-5-gendarmes-tues-par-des-separatistes-a-njitapon-ouest/> [consulté le 23/01/2023]

Actu Cameroun, *Crise anglophone : 10 ambazoniens arrêtés alors qu'ils tentaient de pénétrer Babadjou (Ouest)*, 28/06/2022, <https://actu cameroun.com/2022/06/28/crise-anglophone-10-ambazoniens-arretes-alors-qu'ils-tentaient-de-penetrer-babadjou-ouest/> [consulté le 23/01/2023]

Actu Cameroun, *Nord-Ouest: le commandant de brigade de Mbiame assassiné par des séparatistes*, 11/07/2022, <https://actu cameroun.com/2022/07/11/nord-ouest-le-commandant-de-brigade-de-mbiame-assassine-par-des-separatistes/> [consulté le 23/01/2023]

Actu Cameroun, *Nord-Ouest: plus d'une dizaine de combattants séparatistes neutralisés*, 01/08/2022, <https://actu cameroun.com/2022/08/01/nord-ouest-plus-dune-dizaine-de-combattants-separatistes-neutralises/> [consulté le 23/01/2023]

Actu Cameroun, *Région de l'Ouest: des séparatistes attaquent à Fondenera*, 01/07/2022, <https://actu cameroun.com/2022/07/01/region-de-louest-des-separatistes-attaquent-a-fondenera/> [consulté le 23/01/2023]

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCOR), *The Anglophone Dilemma in Cameroon*, 21/07/2017, <https://reliefweb.int/report/cameroon/anglophone-dilemma-cameroon> [consulté le 27/10/2021]

Afrique XXI (Boursin C.), *Cameroun anglophone. Une guerre passée sous silence*, 19/17/2022, <https://afriquexxi.info/article5018.html> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / célébration du 20 mai : les séparatistes annoncent des "villes mortes" dès dimanche*, 15/05/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-c%C3%A9l%C3%A9bration-du-20-mai-les-s%C3%A9paratistes-annoncent-des-villes-mortes-d%C3%A8s-dimanche/2588471> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : cinq gendarmes tués à l'Ouest du pays*, 08/06/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-cinq-gendarmes-tu%C3%A9s-%C3%A0-l-ouest-du-pays/2608605> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : cinq responsables pénitentiaires tués dans une embuscade*, 13/04/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-cinq-responsables-p%C3%A9nitentiaires-tu%C3%A9s-dans-une-embuscade/2562303> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : Les sécessionnistes responsables du massacre de 32 civils dans le Sud-Ouest*, 29/06/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-les-s%C3%A9cessionnistes-responsables-du-massacre-de-32-civils-dans-le-sud-ouest/2625588> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : Six morts dans une attaque contre un bus*, 08/09/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-six-morts-dans-une-attaque-contre-un-bus/2679821> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : Trois morts dans une attaque à la roquette contre un convoi militaire*, 29/08/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-trois-morts-dans-une-attaque-%C3%A0-la-roquette-contre-un-convoi-militaire/2671934> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : un gendarme tué et deux autres blessés à Bamenda*, 12/06/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-un-gendarme-tu%C3%A9-et-deux-autres-bless%C3%A9s-%C3%A0-bamenda/2611775> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : un militaire et un policier tués par des séparatistes*, 15/05/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-un-militaire-et-un-policier-tu%C3%A9s-par-des-s%C3%A9paratistes-/2661298> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun : deux militaires tués par des présumés séparatistes anglophones*, 23/04/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-deux-militaires-tu%C3%A9s-par-des-pr%C3%A9sum%C3%A9s-s%C3%A9paratistes-anglophones/2571171> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun : quatre soldats tués en zone anglophone*, 10/05/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-quatre-soldats-tu%C3%A9s-en-zone-anglophone/2583521> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun/Crise anglophone : l'armée reconnaît avoir tué deux civils dans le Nord-Ouest*, 22/09/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-larm%C3%A9e-reconna%C3%AFet-avoir-tu%C3%A9-deux-civils-dans-le-nord-ouest/2692008> [consulté le 23/01/2023]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun/crise anglophone : le correspondant de la BBC enlevé à Bamenda*, 27/05/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-le-correspondant-de-la-bbc-enlev%C3%A9-%C3%A0-bamenda/2599104> [consulté le 23/01/2023]

Agence Ecofin, *Cameroun : chacune des dix régions bientôt dotée d'un aéroport fonctionnel*, 01/09/2022, <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0109-100766-cameroun-chacune-des-dix-regions-bientot-dotee-d-un-aeroport-fonctionnel> [consulté le 23/01/2023]

Aljazeera, *Cameroon soldiers killed nine villagers, government admits*, 07/06/2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/6/7/cameroon-says-soldiers-killed-nine-villagers-in-disproportionate-use-of-force> [consulté le 23/01/2023]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Il faut mettre fin aux menaces visant des militant-e-s ayant dénoncé violations et abus dans les régions anglophones*, 07/07/2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/07/cameroon-end-threats-against-activists-who-exposed-violations-and-abuses-in-anglophone-regions/> [consulté le 23/01/2023]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Témoignages et images satellite révèlent l'ampleur des destructions dans les régions anglophones*, 28/07/2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/07/cameroon-satellite-images-reveal-devastation-in-anglophone-regions/> [consulté le 23/01/2023]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/01/2023, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 06/01/2023]

- Camer, Cameroun : Jean Michel Nintcheu : ça fait trop en une semaine : Cameroon, 11/06/2022, <https://www.camer.be/91201/6:1/cameroun-jean-michel-nintcheu-ca-fait-trop-en-une-semaine-cameroon.html> [consulté le 23/01/2023]
- Cameroon Info, Cameroun – Crise anglophone : Les forces de défense et de sécurité repoussent une nouvelle attaque des séparatistes à Babadjou (Ouest), 28/06/2022, <https://www.cameroon-info.net/article/cameroon-crise-anglophone-les-forces-de-defense-et-de-securite-repoussent-une-nouvelle-408579.html> [consulté le 23/01/2023]
- Cameroon Info, Cameroun – Crise anglophone : Trois militaires désarmés et mis aux arrêts après une bavure, 21/09/2022, <https://www.cameroon-info.net/article/cameroon-crise-anglophone-trois-militaires-desarmes-et-mis-aux-arrets-apres-une-bavure-412311.html> [consulté le 23/01/2023]
- Cameroon Info, Cameroun – Crise anglophone: Après la mort de Field Marshall, le préfet de la Meme défie deux «généraux» sécessionnistes, 17/07/2022, <https://www.cameroon-info.net/article/cameroon-crise-anglophone-apres-la-mort-de-field-marshall-le-prefet-de-la-meme-409170.html> [consulté le 06/10/2022]
- Cameroon Info, Cameroun – Crise anglophone: L'armée déclare avoir tué le leader sécessionniste Field Marshall, 13/07/2022, <https://www.cameroon-info.net/article/cameroon-crise-anglophone-larmee-declare-avoir-tue-le-leader-secessionniste-field-marshall-409053.html> [consulté le 23/01/2023]
- Cameroon Info, Cameroun – Tueries d'Akwaya (Sud-Ouest) : Le ministère de la Défense dénombre 32 civils assassinés et accuse les rebelles séparatistes, 28/06/2022, <https://www.cameroon-info.net/article/cameroon-tueries-dakwaya-sud-ouest-le-ministere-de-la-defense-denombre-32-civils-assassines-et-408585.html> [consulté le 23/01/2023]
- CamerounWeb, Militaires anéantis par No Pity: violente riposte du BIR, des séparatistes éliminés à Bamenda, 10/06/2022, <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Militaires-an-antis-par-No-Pity-violente-riposte-du-BIR-des-s-paratistes-limin-s-Bamenda-664460> [consulté le 23/01/2023]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), Cameroon : The arson of St Mary catholic church Nchang and the abduction of five priest, a reverend sister and two christian faithfuls is unacceptable, 21/09/2022, <https://www.chrda.org/cameroon-the-arson-of-st-mary-catholic-church-nchang-and-the-abduction-of-five-priests-a-reverend-sister-and-two-christian-faithfuls-is-unacceptable/> [consulté le 23/01/2023]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), CHRDA condemn the call for violence against the Mbororos by Chris Anu, 03/08/2021, <https://www.chrda.org/chrda-condemn-the-call-for-violence-against-the-mbororos-by-chris-anu/> [consulté le 23/01/2023]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), International day to protect education from attack : CHRDA is concerned about the uptick in violence in the first week of school resumption in the Northwest and Southwest regions, 09/09/2022, <https://www.chrda.org/international-day-to-protect-education-from-attack-chrda-is-concerned-about-the-uptick-in-violence-in-the-first-week-of-school-resumption-in-the-northwest-and-southwest-regions/> [consulté le 23/01/2023]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), The human rights situation ohthe Northwest and Southwest regions for the month of June 2022, 17/06/2022, <https://www.chrda.org/wp-content/uploads/2022/07/THE-HUMAN-RIGHTS-SITUATION-OF-THE-NORTHWEST-AND-SOUTHWEST.pdf> [consulté le 23/01/2023]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), The Human Rights Situation of the Northwest and Southwest Regions of Cameroon for the Month of November 2022, 07/12/2022, <https://www.chrda.org/the-human-rights-situation-of-the-northwest-and-southwest-regions-of-cameroon-for-the-month-of-november-2022/> [consulté le 23/01/2023]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA / CGRS) - Cedoca, Nota. ACLED: méthodologie, 21/05/2019, [https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodologie\\_20190521.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf) [consulté le 21/05/2019]
- Council of the European Union, General Guidelines on Operational Priorities for Humanitarian Aid in 2023, 31/10/2022, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14280-2022-INIT/en/pdf> [consulté le 23/01/2023]

- Crisis 24, *Cameroon: Explosion occurs at Mokolo market in Yaounde July 12*, 12/07/2022, <https://crisis24.garda.com/alerts/2022/07/cameroon-explosion-occurs-at-mokolo-market-in-yaounde-july-12> [consulté le 23/01/2023]
- Deutsche Welle (DW), *Anglophone Cameroon: From crisis to chaos*, 01/10/2021, <https://www.dw.com/en/cameroon-anglophone-conflict-five-years-on/a-59363797> [consulté le 23/01/2023]
- Deutsche Welle (DW), *La rentrée scolaire encore incertaine au Cameroun anglophone*, 02/09/2022, <https://www.dw.com/fr/le-cameroun-anglophone-doute-encore-au-sujet-dune-possible-rentree-scolaire/a-63007439> [consulté le 23/01/2023]
- Fides, *Libération de 9 otages capturés lors de l'attaque de l'église de Nchang*, 24/10/2022, [http://www.fides.org/fr/news/72970-AFRIQUE\\_CAMEROUN\\_Liberation\\_de\\_9\\_otages\\_captures\\_lors\\_de\\_l\\_attaque\\_de\\_l\\_eglise\\_de\\_Nchang](http://www.fides.org/fr/news/72970-AFRIQUE_CAMEROUN_Liberation_de_9_otages_captures_lors_de_l_attaque_de_l_eglise_de_Nchang) [consulté le 23/01/2023]
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), *Cameroon Country Office Humanitarian Situation Report No. 1 : 1 January to 31 March 2022*, 29/04/2022, <https://reliefweb.int/attachments/c3585e81-f9be-3539-826a-045553ec5f74/UNICEF%20Cameroon%20Humanitarian%20Situation%20Report%20No.%201%20-%20January-March%202022.pdf> [consulté le 23/01/2023]
- Foreign Policy, *Cameroon's Forgotten Civil War Is Getting Worse*, 02/12/2021, <https://foreignpolicy.com/2021/12/02/cameroon-civil-war-worse-nigeria-ambazonia-anglophone-crisis/> [consulté le 23/01/2023]
- Foreign Policy, *Cameroon's Separatist Movement Is Going International*, 13/05/2019, <https://foreignpolicy.com/2019/05/13/camerouns-separatist-movement-is-going-international-ambazonia-military-forces-amf-anglophone-crisis/> [consulté le 27/10/2021]
- Foreign Policy, *Ethnic Clashes in Cameroon Aren't About Religion*, 06/05/2022, <https://foreignpolicy.com/2022/05/06/cameroon-anglophone-mbororo-ethnic-clashes-history-religion/> [consulté le 23/01/2023]
- France 24, *Cameroon : cinq gendarmes tués par des rebelles séparatistes dans l'ouest du pays*, 09/06/2022, <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/journal-de-l-afrique/20220609-attaque-au-cameroun-anglophone-cinq-gendarmes-tu%C3%A9s> [consulté le 23/01/2023]
- France 24, *Cameroon anglophone : aux origines de la crise*, 04/10/2017, <https://www.france24.com/fr/20170518-cameroun-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise> [consulté le 27/10/2021]
- France diplomatie, *Cameroon*, 17/06/2022, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/cameroun/> [consulté le 26/10/2022]
- Global Center for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Atrocity Alert No. 320: Ethiopia, Cameroon and Myanmar (Burma)*, 05/10/2022, <https://www.globalr2p.org/publications/atrocity-alert-no-320/> [consulté le 23/01/2023]
- Global Center for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon*, 31/05/2021, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon. Populations at risk*, 15/07/2020, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Armes artisanales au Cameroun : urgence d'une législation cohérente pour encadrer des pratiques traditionnelles*, 04/04/2016, <https://grip.org/armes-artisanales-au-cameroun-urgence-dune-legislation-coherente-pour-encadrer-des-pratiques-traditionnelles/> [consulté le 27/10/2021]
- Human Rights Watch (HRW), « *Ils détruisent notre avenir* ». *Attaques des séparatistes armés contre des élèves, des enseignants et des écoles dans les régions anglophones du Cameroun*, 16/12/2021, <https://www.hrw.org/fr/report/2021/12/16/ils-detruisent-notre-avenir/attaques-des-separatistes-armes-contre-des-eleves-des> [consulté le 23/01/2023]

- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Des civils tués dans les régions anglophones*, 27/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/27/cameroun-des-civils-tues-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Deux ans après le massacre de Ngarbuh, la justice n'a toujours pas été rendue*, 14/02/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/14/cameroun-deux-ans-apres-le-massacre-de-ngarbuh-la-justice-na-toujours-pas-ete> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones*, 27/06/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/06/27/cameroun-exactions-des-separatistes-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : L'enquête sur des meurtres commis par des soldats est une étape positive*, 08/07/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/07/08/cameroun-lenquete-sur-des-meurtres-commis-par-des-soldats-est-une-etape-positive> [consulté le 12/10/2022]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Meurtres et disparitions imputables à l'armée dans la région du Nord-Ouest*, 11/08/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/11/cameroun-meurtres-et-disparitions-imputables-larmee-dans-la-region-du-nord-ouest> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Nouveaux abus par des membres des deux camps*, 02/08/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/08/02/cameroun-nouveaux-abus-par-des-membres-des-deux-camps> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Recours régulier à la torture et à la détention au secret*, 06/05/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/05/06/cameroun-recours-regulier-la-torture-et-la-detention-au-secret> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *France / Cameroun : Macron va rencontrer Biya dans un contexte de violations des droits humains et de répression accrue*, 22/07/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/07/22/france/cameroun-macron-va-rencontrer-biya-dans-un-contexte-de-violations-des-droits> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2023 : Cameroun*, 13/01/2023, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/cameroon> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Massacre d'écoliers par des hommes armés*, 02/11/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/02/cameroun-massacre-decoliers-par-des-hommes-armes-0> [consulté le 27/10/2021]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Dada Petel F., Vircoulon T.), *Les Peuls Mbororo dans le conflit anglophone : des luttes foncières locales au conflit régional*, 06/2022, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/dada\\_petel\\_vircoulon\\_peuls\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/dada_petel_vircoulon_peuls_2022.pdf) [consulté le 23/01/2023]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires*, 10/2019, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh\\_conflit\\_anglophone\\_cameroun\\_2019.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_conflit_anglophone_cameroun_2019.pdf) [consulté le 27/10/2021]
- Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Cameroon*, 19/05/2022, <https://www.internal-displacement.org/countries/cameroon> [consulté le 23/01/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon> [consulté le 23/01/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon's Anglophone Crisis : How to Get to Talks?*, 02/05/2019, [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/272-cameroon-anglophone-crisis\\_0.pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/272-cameroon-anglophone-crisis_0.pdf) [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : Etat fragile ?*, 25/05/2010, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19/10/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures> [consulté le 27/10/2021]

- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 02/08/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers ?*, 02/05/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers> [consulté le 23/01/2023]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch : December Alerts and November Trends 2021*, 12/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/december-alerts-and-november-trends> [consulté le 23/01/2023]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch : February Alerts and January Trends 2022*, 02/2022, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-alerts-and-january-trends> [consulté le 23/01/2023]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch : January Alerts and December Trends 2021*, 01/2022, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/january-alerts-and-december-trends> [consulté le 23/01/2023]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch : October Alerts and September Trends 2022*, 10/2022, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/october-alerts-and-september-trends-2022> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique (Dougueli G.), *Cameroun : les Ambazoniens et le business du kidnapping*, 09/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1344633/politique/cameroun-les-ambazoniens-et-le-business-du-kidnapping/> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : avec No Pity, la barbarie a un nouveau visage*, 15/07/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1361751/politique/cameroun-avec-no-pity-la-barbarie-a-un-nouveau-visage/> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : chief Moja Moja, l'enfant terrible de Buea, est-il devenu incontrôlable ?*, 25/08/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1371741/politique/cameroun-chief-moja-moja-lenfant-terrible-de-buea-est-il-devenu-incontrolable/> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : pourquoi Paul Biya renforce les effectifs de son armée*, 27/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1350045/politique/cameroun-pourquoi-paul-biya-renforce-les-effectifs-de-son-armee/> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : pourquoi Paul Biya renforce les effectifs de son armée*, 27/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1350045/politique/cameroun-pourquoi-paul-biya-renforce-les-effectifs-de-son-armee/> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique, *Cameroun : deux employés de MSF remis en liberté provisoire*, 22/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1348771/politique/cameroun-deux-employes-de-msf-remis-en-liberte-provisoire/> [consulté le 23/01/2023]
- Jeune Afrique, *Cameroun : la sénatrice RDPC Regina Mundi libérée après un mois de captivité*, 31/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1350567/politique/cameroun-la-senatrice-rdpc-regina-mundi-liberee-apres-un-mois-de-captivite/> [consulté le 23/01/2023]
- Journal du Cameroun, *Cameroun : l'armée neutralise une « dizaine » de séparatistes dans le Nord-Ouest*, 20/10/2022, <https://www.journalducameroun.com/cameroun-larmee-neutralise-une-dizaine-de-separatistes-dans-le-nord-ouest/> [consulté le 23/01/2023]
- Journal du Cameroun, *Cameroun-crise anglophone : la solution définitive divise*, 27/09/2022, <https://www.journalducameroun.com/cameroun-crise-anglophone-la-solution-definitive-divise/> [consulté le 23/01/2023]
- Koaci, *Cameroun : Une journaliste de la télévision publique enlevée par les séparatistes, Hrw dénonce les exactions des sécessionnistes*, 15/03/2021, [https://www.koaci.com/article/2021/03/15/cameroun/politique/cameroun-une-journaliste-de-la-television-publique-enlevee-par-les-separatistes-hrw-denonce-les-exactions-des-secessionnistes\\_149572.html](https://www.koaci.com/article/2021/03/15/cameroun/politique/cameroun-une-journaliste-de-la-television-publique-enlevee-par-les-separatistes-hrw-denonce-les-exactions-des-secessionnistes_149572.html) [consulté le 23/01/2023]
- Le Monde (Allegrozzi I., Offner F.), *Cameroun : « M. Macron devrait clairement exprimer son inquiétude quant aux violations des droits humains »*, 25/04/2022, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/25/cameroun->

[m-macron-devrait-clairement-exprimer-son-inquietude-quant-aux-violations-des-droits-humains\\_6136059\\_3212.html#xtor=AL-32280270-\[default\]-\[android\]](#) [consulté le 23/01/2023]

Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, dans les régions anglophones, la crise se durcit*, 18/01/2017, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/au-cameroun-dans-les-regions-anglophones-la-crise-se-durcit\\_5064740\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/au-cameroun-dans-les-regions-anglophones-la-crise-se-durcit_5064740_3212.html) [consulté le 27/10/2021]

Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, la visite d'Emmanuel Macron « ne changera rien », selon des responsables d'ONG*, 28/07/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/28/au-cameroun-la-visite-d-emmanuel-macron-ne-changera-rien-selon-des-responsables-d-ong\\_6136446\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/28/au-cameroun-la-visite-d-emmanuel-macron-ne-changera-rien-selon-des-responsables-d-ong_6136446_3212.html) [consulté le 23/01/2023]

Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les négociations avec la partie anglophone dans l'impasse*, 03/01/2017, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse\\_5057153\\_3212.html#7PcleHSQsJvbbzjB.99](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse_5057153_3212.html#7PcleHSQsJvbbzjB.99) [consulté le 27/10/2021]

Le Vif, *Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun*, 19/02/2018, <https://www.levif.be/actualite/international/cinq-choses-a-savoir-sur-la-crise-anglophone-au-cameroun/article-normal-801973.html> [consulté le 27/10/2021]

Médecins sans frontières (MSF), *Cameroun : MSF ferme ses bureaux de Kumba et Mamfe dans le sud-ouest du pays*, 15/07/2022, <https://www.msf.fr/actualites/cameroun-msf-ferme-ses-bureaux-de-kumba-et-mamfe-dans-le-sud-ouest-du-pays> [consulté le 23/01/2023]

Médecins sans frontières (MSF), *Four months on, an ongoing nightmare for MSF colleagues detained in South-West Cameroon*, 28/04/2022, <https://www.msf.org/four-months-ongoing-nightmare-msf-colleagues-detained-south-west-cameroon> [consulté le 23/01/2023]

Mimi Mefo Info, *Anglophone Crisis: 11 Separatists Captured In Babadjou After a Failed Mission*, 28/06/2022, <https://mimimefoinfos.com/anglophone-crisis-11-separatists-captured-in-babadjou-after-a-failed-mission/> [consulté le 23/01/2023]

Mimi Mefo infos, *Crise Anglophone : Après la neutralisation de Field Marshall What's Next ?*, 18/07/2022, <https://mimimefoinfos.com/crise-anglophone-apres-la-neutralisation-de-field-marshall-whats-next/> [consulté le 23/01/2023]

Mimi Mefo Infos, *Separatist attack on Konye Gendarmerie Brigade leaves one officer dead*, 26/06/2022, <https://mimimefoinfos.com/separatist-attack-on-konye-gendarmerie-brigade-leaves-one-officer-dead/> [consulté le 23/01/2023]

Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises in 2021*, 01/06/2022, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crisis-in-2021/index.html> [consulté le 23/01/2023]

Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *UN Human Rights Chief deeply alarmed by reports of serious rights breaches in Cameroon*, 25/07/2018, <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23404&LangID=E> [consulté le 27/10/2021]

ONU Info, *Cameroun : l'ONU condamne les attaques contre des écoles en zone anglophone*, 05/11/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/11/1081522> [consulté le 23/01/2023]

Protection Cluster, Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), *Cameroon: Child Protection Inter - Agency Referral Pathway for Child Protection Cases, North-West and South-West Regions*, 09/06/2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-child-protection-inter-agency-referral-pathway-child-protection-cases-north-west-and-south-west-regions-december-2021> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI) (Tebeck A.), *L'insécurité dans le Nord-Ouest du Cameroun empêche les familles d'enterrer leurs proches*, 19/07/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220719-l-ins%C3%A9curit%C3%A9-dans-le-nord-ouest-du-cameroun-emp%C3%Aache-les-familles-d-enterrer-leurs-proches> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: 4 personnes, dont un fonctionnaire pénitentiaire, tuées au Nord-Ouest*, 13/04/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220413-cameroun-4-personnes-dont-un-fonctionnaire-p%C3%A9nitentiaire-tu%C3%A9es-dans-une-attaque> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: des violences ensanglantent la rentrée scolaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest*, 07/09/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220907-cameroun-des-violences-ensanglantent-la-rentre%C3%A9e-scolaire-dans-le-nord-ouest-et-le-sud-ouest> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: la crise sécuritaire dans le Nord-Ouest complique la vie administrative*, 14/07/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220714-cameroun-la-crise-s%C3%A9curitaire-dans-le-nord-ouest-complique-la-vie-administrative> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: l'enlèvement de religieux dans le Sud-Ouest inquiète la conférence épiscopale*, 19/09/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220919-cameroun-l-enl%C3%A8vement-de-religieux-dans-le-sud-ouest-inqui%C3%A8te-la-conf%C3%A9rence-%C3%A9piscopale> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: MSF lance un nouvel appel pour la libération de ses collaborateurs*, 29/04/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220429-cameroun-msf-lance-un-nouvel-appel-pour-la-lib%C3%A9ration-de-ses-collaborateurs> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: MSF restreint encore son activité dans le sud-ouest anglophone*, 17/07/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220717-cameroun-msf-restreint-encore-son-activit%C3%A9-dans-le-sud-ouest-anglophone> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Crise anglophone au Cameroun: le «statut spécial», une mutation institutionnelle controversée*, 15/10/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221015-crise-anglophone-au-cameroun-le-statut-sp%C3%A9cial-une-mutation-institutionnelle-controvers%C3%A9e> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Innovative ways to supply fish to Bamenda despite Cameroon's anglophone crisis*, 10/07/2022, <https://www.rfi.fr/en/africa/20220710-supplying-fish-to-bamenda-during-cameroon-s-anglophone-crisis> [consulté le 23/01/2023]

Radio France internationale (RFI), *Nkongho Felix Agbor Balla: «Trop de civils sont tués» au Cameroun*, 17/06/2022, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-afrique/20220617-nkongho-felix-agbor-balla-trop-de-civils-sont-tu%C3%A9s-au-cameroun> [consulté le 23/01/2023]

Radio télévision belge francophone (RTBF), *Cameroun anglophone : un hôpital incendié par des hommes armés*, 09/06/2022, <https://www.rtbf.be/article/cameroun-anglophone-un-hopital-incendie-par-des-hommes-armes-11009427> [consulté le 23/01/2023]

Reporters sans frontières (RSF), *Cameroun 2022*, s.d., [https://rsf.org/fr/analyse\\_regionale/608](https://rsf.org/fr/analyse_regionale/608) [consulté le 23/01/2023]

Reuters, *Five military police killed in western Cameroon, says regional governor*, 08/06/2022, <https://www.reuters.com/world/africa/five-military-police-killed-western-cameroon-says-regional-governor-2022-06-08/> [consulté le 23/01/2023]

Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), Confédération suisse, *Note Cameroun. Crise du Cameroun anglophone*, 25/09/2018, <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/internationales/herkunftslander/afrika/cmr/CMR-krise-anglophone-f.pdf.download.pdf/CMR-krise-anglophone-f.pdf> [consulté le 23/01/2023]

The Africa Report, *Cameroon's Anglophone conflict: Children should be able to return to school*, 20/09/2022, [https://www.theafricareport.com/241506/camerouns-anglophone-conflict-children-should-be-able-to-return-to-school/?utm\\_source=twitter.com&utm\\_campaign=post\\_articles\\_twitter\\_20\\_09\\_2022&utm\\_medium=social](https://www.theafricareport.com/241506/camerouns-anglophone-conflict-children-should-be-able-to-return-to-school/?utm_source=twitter.com&utm_campaign=post_articles_twitter_20_09_2022&utm_medium=social) [consulté le 23/01/2023]

The Guardian, *Médecins Sans Frontières suspends operations in parts of Cameroon over detained staff*, 06/04/2022, <https://www.theguardian.com/global-development/2022/apr/06/medecins-sans-frontieres-suspends-operations-in-parts-of-cameroon-over-detained-staff> [consulté le 23/01/2023]

The New Humanitarian (TNH), *Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements*, 08/07/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/07/08/Cameroon-Ambazonia-conflict-peace-whos-who> [consulté le 27/10/2021]

The New Humanitarian (TNH), *Broken promises: Cameroon's troubled disarmament initiative*, 23/06/2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2022/06/23/Cameroon-troubled-disarmament-initiative> [consulté le 23/01/2023]

- The New Humanitarian (TNH), *Why the spoils of war may outweigh incentives for peace in Cameroon*, 19/07/2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2022/07/19/Cameroon-anglophone-crisis-separatism-secession-elusive-peace> [consulté le 23/01/2023]
- The North Africa Post, *Cameroon's president orders enforcement of bilingualism law to tackle discrimination*, 05/10/2022, <https://northafricapost.com/61423-camerouns-president-orders-enforcement-of-bilingualism-law-to-tackle-discrimination.html> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Cameroon : Operational Data Portal. Refugee situations*, 31/12/2022, <https://data.unhcr.org/en/country/cmr> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon Situation Report, 13 July 2022*, 13/07/2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-situation-report-13-july-2022> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: Situation Report, 30 December 2022*, 30/12/2022, <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: Humanitarian Bulletin, Issue N° 36 | September 2022*, 09/2022, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cameroon\\_humanitarian\\_bulletin\\_sept\\_final.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cameroon_humanitarian_bulletin_sept_final.pdf) [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West - Situation Report No. 45 (July 2022)*, 05/09/2022, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep\\_nws\\_w\\_july\\_2022\\_vf.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_nws_w_july_2022_vf.pdf) [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *CAMEROON: North-West and South-West Situation Report No. 42 As of 30 April 2022*, 30/04/2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-situation-report-no-42-30-april-2022> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *CAMEROON: North-West and South-West. Situation Report No. 40 As of 28 February 2022*, 13/04/2022, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep\\_nws\\_w\\_february\\_2022\\_fv.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_nws_w_february_2022_fv.pdf) [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: Humanitarian Dashboard (January to June 2022)*, 08/08/2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-humanitarian-dashboard-january-june-2022> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon Humanitarian Needs Overview 2022*, 14/04/2022, <https://reliefweb.int/attachments/492423df-2618-3220-8e93-46c4bf411ac8/Cameroon-2022%20Humanitarian%20Needs%20Overview-%20HNO.pdf> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon 2022 Humanitarian Response Plan*, 04/2022, <https://reliefweb.int/attachments/8c3c35cb-d875-3ed9-8a61-32a4acfaf497/Cameroon%20-2022%20Humanitarian%20response%20plan%20-HRP.pdf> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot (5 - 11 July 2022)*, 12/07/2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/west-and-central-africa-weekly-regional-humanitarian-snapshot-5-11-july-2022> [consulté le 23/01/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *CAMEROON: North-West and South-West Situation Report No. 45*, 07/2022, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep\\_nws\\_w\\_july\\_2022\\_vf.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_nws_w_july_2022_vf.pdf) [consulté le 23/01/2023]
- United States Department of State (USDOS), *2021 Country Report on Human Rights Practices: Cameroon*, 12/04/2022, <https://www.ecoi.net/en/document/2071166.html> [consulté le 23/01/2023]
- Voice of America (VOA), *Cameroon Civilians Bury Fighters in Mass Graves After Military Raids*, 29/04/2022, <https://www.voanews.com/a/6550361.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon PM Says Peace Returning To Separatist Regions; Residents Not So Sure*, 05/08/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-pm-says-peace-returning-to-separatist-regions-residents-not-so-sure-/6688399.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Says Separatists Are Keeping 8 Abducted Clergy and Christians on Nigerian Border*, 19/09/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-says-separatists-are-keeping-8-abducted-clergy-and-christians-on-nigerian-border/6753291.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Says Separatists Attack Border Mbororo Ethnic Community*, 09/04/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-says-separatists-attack-border-mbororo-ethnic-community/6522238.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Sees 100% Increase in Mental Health Care Seekers*, 10/10/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-sees-100-increase-in-mental-health-care-seekers/6783395.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Separatists Infiltrate Town, Abduct Youths*, 07/09/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-separatists-infiltrate-town-abduct-youths/6734751.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Separatists Kill Top Prison Officials*, 15/04/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-separatists-kill-top-prison-officials/6531135.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Separatists Killed and Captured in Days of Fighting Military Forces*, 02/08/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-separatists-killed-and-captured-in-days-of-fighting-military-forces-/6683718.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon Troops Kill 9 Civilians in Separatist Region*, 08/06/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-troops-kill-9-civilians-in-separatist-region/6608184.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon's Lawmakers Ask for Military Protection in English-Speaking Western Regions*, 07/07/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-s-lawmakers-ask-for-military-protection-in-english-speaking-western-regions/6648836.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroonian Children Protest Abuses in Separatist Conflict*, 07/06/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroonian-children-protest-abuses-in-separatist-conflict-/6606832.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroonians Protest Torched Hospital as Military and Separatists Trade Blame*, 14/06/2022, <https://www.voanews.com/a/6617013.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon's Biya Orders Enforcement of Bilingualism Law*, 04/10/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-s-biya-orders-enforcement-of-bilingualism-law-/6775131.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon's Defense Minister Promises to Punish Government Troops Violating Human Rights*, 20/07/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-s-defense-minister-promises-to-punish-government-troops-violating-human-rights/6666550.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Cameroon's Separatists Say Splinter Groups Kill, Abduct Fighters*, 26/09/2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-s-separatists-say-splinter-groups-kill-abduct-fighters-/6764157.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Marchers Call for Peace in Cameroon, But Warring Sides at Odds on Talks*, 03/10/2022, <https://www.voanews.com/a/marchers-call-for-peace-in-cameroon-but-warring-sides-at-odds-on-talks-/6773590.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Neuf civils, dont un bébé, tués par des soldats dans le Cameroun anglophone*, 07/06/2022, <https://www.voafrique.com/a/neuf-civils-dont-un-b%C3%A9b%C3%A9-tu%C3%A9s-par-des-soldats-dans-le-cameroun-anglophone/6606772.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Un militaire et un policier camerounais tués par des séparatistes anglophones*, 16/08/2022, <https://www.voafrique.com/a/cameroun-un-militaire-et-un-policier-tu%C3%A9s-par-des-s%C3%A9paratistes-anglophones/6703122.html> [consulté le 23/01/2023]

Voice of America (VOA), *Un passé colonial tumultueux à l'origine de la crise anglophone au Cameroun*, 02/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/cameroun-un-pass%C3%A9-colonial-tumultueux-%C3%A0-l-origine-de-la-crise-anglophone/4595827.html> [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Violence, Lockdown, Running Battles Paralyze Cameroon National Day in Western Regions*, 20/05/2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-situation-report-13-july-2022> [consulté le 23/01/2023]

WATHI, *Cameroun: désamorcer la crise anglophone*, 06/11/2020, <https://www.wathi.org/cameroun-desamorcer-la-crise-anglophone/> [consulté le 23/01/2023]